

REPUBLIQUE DE GUINEE

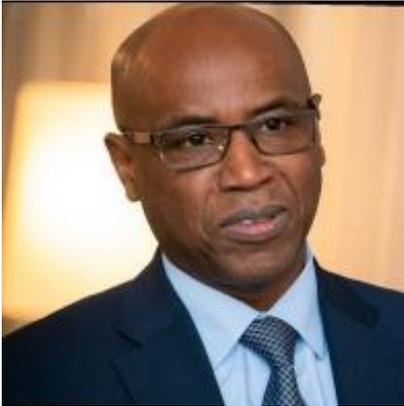
Travail – Justice - Solidarité



MINISTERE DU BUDGET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

**RAPPORT ANNUEL D'EXECUTION DU
BUDGET DE L'ETAT
EXERCICE 2023**



Chers compatriotes,

Le rapport d'exécution du budget de l'État au titre de l'exercice 2023, que j'ai l'honneur de vous présenter est préparé en application de la Loi Organique Relative aux lois de Finances (LORF) du 06 août 2012.

En effet, l'article 77 de cette loi dispose que : « ...le Gouvernement transmet trimestriellement à l'Assemblée Nationale, à titre d'information, des rapports sur l'exécution du budget en recettes et dépenses et une balance générale des comptes. Ces rapports sont rendus publics... ».

L'objectif poursuivi est d'informer régulièrement la représentation nationale de l'exécution du budget, conformément à l'autorisation parlementaire qu'elle lui a accordée, pour des fins de contrôle.

L'exécution budgétaire de l'année 2023, a été essentiellement marquée par :

- L'incendie du dépôt central de carburant de Coronthie.
- Le ralentissement de l'économie mondiale à la suite de la crise Russo-Ukrainienne et celle Israélo-Palestinienne ;
- La nécessité de renforcer le pouvoir d'achat des travailleurs et alléger le panier de la ménagère ; ;
- La poursuite de la politique de subvention du prix des produits pétroliers ainsi que celle des produits de première nécessité pour la satisfaction de la population ; ;
- L'apurement des arriérés de plus de deux mille milliards de francs guinéens de l'exercice 2022 ;
- Le renforcement de la transparence budgétaire et de la redevabilité par la publication régulière des documents budgétaires ;

Au regard des défis socioéconomiques, la politique budgétaire poursuivie par le Gouvernement a ciblé, prioritairement :

- L'exécution des dépenses dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et des infrastructures et la réduction du train de vie de l'État ;
- La mobilisation accrue des ressources intérieures grâce au renforcement du civisme fiscal et à l'amélioration de la productivité des régies.
- La maîtrise des effets devastateurs provoqués par l'incendie du dépôt de carburant en dotant toutes les stations en carburant pour palier à toute crise sociale.

En raison des contraintes budgétaires, en lien avec l'accroissement du nombre de chantiers financés sur ressources propres, j'engage l'ensemble des acteurs de la chaîne des dépenses et de la mobilisation des recettes à amplifier leurs efforts afin d'accélérer la réalisation des nobles objectifs du Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD), qui incarnent la vision de refondation de la Guinée, portée par le Président de la Transition, Chef de l'État, Chef suprême des Armées, le Général de Corps d'Armée Mamadi DOUMBOUYA.

Table des matières

RESUME EXECUTIF	4
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
LISTE DES TABLEAUX	6
LISTE DES GRAPHIQUES	6
INTRODUCTION	7
I - SITUATION DE LA MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES	8
<i>1.1- Analyse de la mobilisation globale des recettes.....</i>	8
<i>1.2 Analyse de la mobilisation des recettes par catégorie</i>	9
<i>1.2.1 Recettes fiscales.....</i>	9
<i>1.2.2 Dons, Legs et Fonds de concours.....</i>	9
<i>1.2.3 Autres recettes.....</i>	10
<i>1.2.4 Analyse des recettes minières.....</i>	11
<i>1.3 Analyse de la réalisation des recettes par régie</i>	11
II - SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES.....	16
<i>II-1 La situation globale de l'exécution des dépenses.....</i>	16
<i>II -2 Situation des modifications de crédits.....</i>	17
<i>II -3 Analyse des dépenses par nature</i>	18
<i>II -4 Situation des ressources des Droits de Tirages Spéciaux (DTS).....</i>	24
<i>II -5 Situation des restes à payer à fin décembre 2023.....</i>	24
<i>II -6 Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés à fin décembre 2023</i>	24
Résumé de l'exécution globale du budget	25
III – SOLDES BUDGETAIRES.....	26
IV – OPERATIONS DE FINANCEMENT.....	26
CONCLUSION	27
ANNEXES	28

RESUME EXECUTIF

Le présent rapport constitue un exercice de redevabilité qui participe à la promotion de la transparence budgétaire. Il retrace l'exécution de l'autorisation parlementaire de l'exercice 2023, conformément aux dispositions de la Loi de Finances révisée.

Ainsi, sur une prévision en LFR de 29 029,32 Mds GNF, les recettes ont été mobilisées à hauteur de 26 535,30 Mds GNF, soit 91,41%, dont les recettes budgétaires pour 26 166,65 Mds GNF et les BAS pour 368,65 Mds GNF. Cette réalisation est en augmentation de 3 434,43 Mds GNF (14,87%) par rapport à 2022.

La ventilation par catégorie de recettes se présente comme suit :

- recettes fiscales y compris BAS : 23 632,14 Mds GNF, soit **89,06%** ;
- dons, legs et fonds de concours (yc FCE) : 1 776,64 Mds GNF, soit **6,70%** ;
- autres recettes : 1 126,51 Mds GNF, soit **4,25%**.

Quant aux dépenses payées y compris le financement extérieur, se chiffrent à 24 467,54 Mds GNF, soit 65,69% de l'objectif de la LFR de 37 249,45 Mds GNF.

Les dépenses hors financement extérieur payées se chiffrent à 19 523,13 Mds GNF sur un objectif de la LFR de 30 299,75 Mds GNF, soit 64,43%.

Les dépenses d'investissement sur ressources extérieures sont exécutées à hauteur de 4 944,42 Mds GNF, soit 71,15% sur un objectif de 6 949,70 Mds GNF inscrit en Loi de Finances Rectificative.

Le solde primaire de base qui en découle s'élève à 387,07 Mds GNF (0,18% du PIB) contre un objectif en LFR de -1 860,23 Mds GNF (-0,87% du PIB).

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACCT	Agence Comptable Centrale du Trésor
ANAFIC	Agence Nationale de Financement des Collectivités
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
CBG	Compagnie des Bauxites de Guinée
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CEDEAO	Communauté Économique des États de l’Afrique de l’Ouest
CFU	Contribution Foncière Unique
CNRD	Comité National de Rassemblement pour le Développement
CNT	Conseil national de la transition
DGB	Direction générale du budget
DGD	Direction générale des douanes
DGI	Direction générale des impôts
DNIPSIG	Direction nationale des investissements publics système intégré de gestion
DGTCP	Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ERAM	École régionale des arts et métiers
FCE	Fonds commun de l’Éducation
FINEX	Financement extérieur
FMI	Fonds monétaire international
FODECCON	Fonds de Développement des Communes de Conakry
FNDL	Fonds National de Développement Local
GNF	Franc guinéen
IMF	Impôt minimum forfaitaire
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LORF	Loi organique relative aux lois de finances
MB	Ministère du budget
MSFP 2014	Manuel de Statistique des Finances Publiques
PACV	Programme d’appui aux communautés villageoises
PIB	Produit intérieur brut
PNDES	Programme national de développement économique et social
RER	Redevance d’Entretien Routier
RGGBCP	Règlement Général sur la Gestion Budgétaire et la Comptabilité Publique
RSU	Registre Social Unifié
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
TCT	Taxe de consommation téléphonique
TDB	Tableau de bord
TEC	Tarif extérieur commun
TOFE ACB	Tableau des Opérations Financières de l’Etat de l’Administration Centrale Budgétaire
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1: MOBILISATION DES RECETTES AU 31 DECEMBRE 2023 (MONTANT EN MDS GNF)	8
TABLEAU 2: REALISATION DES RECETTES FISCALES PAR CATEGORIE (MONTANT EN MDS GNF) ...	9
TABLEAU 3: MOBILISATION DES DONNS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS AU 31 DECEMBRE 2023 (MDS DE GNF)	10
TABLEAU 4: REALISATION DES AUTRES RECETTES AU 31 DECEMBRE 2023 (MDS DE GNF)	11
TABLEAU 5: SITUATION DES RECETTES COLLECTEES PAR LA DGI AU 31 DECEMBRE 2023(MDS DE GNF)	13
TABLEAU 6: RECETTES COLLECTEES PAR LA DGD AU 31 DECEMBRE 2023 (MDS DE GNF).....	14
TABLEAU 7: SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES PAR LA DGT-CP AU 31 DECEMBRE 2023 (MDS DE GNF)	15
TABLEAU 8: EXECUTION GLOBALE PAR GRANDES NATURES ET PHASES DE LA DEPENSE PUBLIQUE YC BAS	16
TABLEAU 9: EXECUTION DES PROJETS FINEX PAR SECTEUR ET SOUS-SECTEURS A FIN DECEMBRE 2023 (MDS GNF).....	20
TABLEAU 10 : EXECUTION PAR GRANDE FONCTION SUR BASE PAIEMENT A FIN DECEMBRE 2023 (MDS DE GNF)	22
TABLEAU 11: VENTILATION DU BUDGET EN FONCTION DES AXES DU PRI A FIN DECEMBRE 2023 (MDS DE GNF)	23
TABLEAU 12: SITUATION DE L'EXECUTION DES CREDITS DES SERVICES DECONCENTRES : DECONCENTRES INTERIEUR, DECONCENTRES EXTERIEURS ET PROJETS ET PROGRAMMES A FIN DECEMBRE 2023 (MDS DE GNF)	25
TABLEAU 13: SITUATION DES SERVICES DECONCENTRES DE L'EXTERIEUR.....	25
TABLEAU 14: EXECUTION DE LA LFR A FIN DECEMBRE 2023 PAR GRANDE MASSE	25
TABLEAU 15: EXECUTION DES PRINCIPALES OPERATIONS DE FINANCEMENT DU BUDGET 2023	26
TABLEAU 16: EXECUTION GLOBALE/PHASE DE LA DEPENSE ET PAR ADMINISTRATION A FIN DECEMBRE 2023 (MDS DE GNF).....	29
TABLEAU 17: EXECUTION GLOBALE DES DEPENSES HORS FINEX PAR ADMINISTRATION ET PAR GRANDE NATURE ECONOMIQUE (BASE ENGAGEMENT) A FIN DECEMBRE 2023 (MDS DE GNF)	32
TABLEAU 18: EXECUTION GLOBALE DES DEPENSES HORS FINEX PAR ADMINISTRATION ET PAR GRANDE NATURE ECONOMIQUE (BASE PAIEMENT) A FIN DECEMBRE 2023 (MDS DE GNF)	35
TABLEAU 19 : SITUATION D'EXECUTION DES SUBVENTIONS ET TRANSFERTS HORS COLLECTIVITES (MDS DE GNF)	37
TABLEAU 20 : SITUATION RESUMEE DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ÉTAT A FIN DECEMBRE 2023 (MDS DE GNF)	39

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1 : MOBILISATION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL PAR NATURE (MONTANT EN MDS GNF)	8
GRAPHIQUE 2 : REPARTITION DES RECETTES MOBILISEES PAR REGIE AU 31 DECEMBRE 2023	12
GRAPHIQUE 3 : COMPARAISON ENTRE LES ENGAGEMENTS ET PAIEMENTS DES DEPENSES A FIN DECEMBRE 2023 PAR TITRE	17
GRAPHIQUE 4 : COMPARAISON DE LA PART DES GRANDES CATEGORIES (DIVISIONS) DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES DEPENSES DE L'ADMINISTRATION DANS LA LFR 2023 ET LES DEPENSES EXECUTEES	22
GRAPHIQUE 5 : REPARTITION DES DEPENSES EXECUTES A FIN DECEMBRE 2023 PAR AXE DU PRI	23

INTRODUCTION

L'année 2023 a été marquée par la mise en œuvre de deux lois de finances à travers lesquelles, le budget de l'Etat a été exécuté. Il s'agit de la Loi L/2022/0016/CNT du 28 décembre 2022 portant Loi de Finances pour l'année 2023 et la Loi L/2023/0018/CNT du 26 septembre 2023 portant Loi de Finances Rectificative pour l'année 2023. Cette dernière Loi a été promulguée le 05 octobre 2023 à travers le Décret D/2023/0209/PRG/CNRD/SGG.

Dans le cadre du suivi de l'exécution budgétaire et de la transparence, le Ministère du Budget à travers la Direction Générale du Budget,, produit trimestriellement et annuellement un rapport d'exécution du budget de l'Etat pour rendre compte de l'exécution des autorisations parlementaires à l'organe législatif et au grand public. La production de ces rapports est prévue et encadrée par les dispositions de l'article 77 de la Loi Organique Relative aux Lois de Finances et celles de l'article 17 du Décret portant Cadre de Gouvernance des Finances Publiques.

Ces rapports présentent la situation de la mobilisation des recettes, l'exécution des dépenses, des opérations de financement ainsi que la gestion de la trésorerie publique.

Ainsi, ils permettent d'enrichir le débat sur la gouvernance publique pour le bon emploi des fonds publics et de prendre des mesures correctives pour le budget en cours d'année ou pour les budgets futurs.

Le présent rapport portant sur l'exécution du budget de l'Etat au titre de l'exercice 2023 s'articule autour des points ci-après :

- la situation de la mobilisation des recettes budgétaires ;
- la situation de l'exécution des dépenses budgétaires ;
- les soldes budgétaires ;
- les opérations de financement.

I - SITUATION DE LA MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

1.1- Analyse de la mobilisation globale des recettes

Les recettes totales mobilisées à fin décembre 2023 se chiffrent à **26 535,30 Mds GNF** sur un objectif en Loi de Finances Rectificative (LFR) de **29 029,32 Mds GNF**, soit un taux de réalisation de **91,41%**.

Ce montant est réparti en recettes du budget général pour 26 166,65 Mds GNF (98,61%) et en recettes des Budgets d'Affectation Spéciale (BAS) pour 368,65 Mds GNF (1,39%).

Tableau 1: Mobilisation des recettes au 31 décembre 2023 (montant en Mds GNF)

Libellé	Situation à fin décembre 2023			
	LFR 2023 (1)	Réalisation 2023 (2)	Taux (3=2/1)	Part
1- Recettes fiscales	24 668,11	23 340,14	94,62%	89,20%
2- Dons, legs et fonds de concours	1 285,55	1 699,99	132,24%	6,50%
3- Autres recettes	1 878,50	1 126,51	59,97%	4,31%
A. Recettes du Budget Général (1+2+3)	27 832,17	26 166,65	94,02%	98,61%
B. Recettes du Budget d'affectation spéciale	1 197,15	368,65	30,79%	1,39%
Total recettes de l'Etat (A+B)	29 029,32	26 535,30	91,41%	100,00%

Source : régies de recettes

Par rapport à l'objectif annuel de mobilisation des recettes du budget général, le taux de réalisation est de 94,02%. Ce taux est soutenu par les performances de mobilisation des recettes fiscales et des dons projets et programmes.

Quant aux autres recettes, elles enregistrent un taux d'exécution de 59,97%. Comparé à 2022 où les recettes exceptionnelles relatives au ticket d'entrée de Rio Tinto ont été encaissées pour 75 millions USD, on note une baisse d'environ 36%.

Graphique 1 : Mobilisation des recettes du budget général par nature (montant en Mds GNF)



Source : régies de recettes

Concernant les recettes allouées aux BAS, elles ont été mobilisées pour un montant de 368,65 Mds GNF, soit 30,79% de l'objectif annuel. Elles sont réparties entre :

- le Fonds National de Développement Local (FNDL) pour 175,82 Mds GNF ;
- le Fonds de Développement des Communes de Conakry (FODECCON) pour 30,32 Mds GNF ;
- le Fonds d'Investissement Minier (FIM) pour 85,86 Mds GNF ;
- le Fonds Commun de l'Education (FCE) pour 76 Mds GNF.

1.2 Analyse de la mobilisation des recettes par catégorie

1.2.1 Recettes fiscales

Les recettes fiscales y compris BAS ont été mobilisées à hauteur de 23 632,14 Mds GNF sur un objectif en Loi de Finances Rectificative de 25 497,80 Mds GNF, soit 92,68% de réalisation. Cet effort de mobilisation des recettes provient essentiellement des impôts sur les biens et services pour 10 909,71 Mds GNF, sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 5 649,87 Mds GNF ainsi que les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 5 091,10 Mds GNF. Ces trois rubriques totalisent 96,89% du total des recettes fiscales recouvrées en 2023.

S'agissant des recettes des budgets d'affectation spéciale issues des recettes fiscales, elles sont mobilisées à hauteur de 292 Mds GNF et concernent le Fonds National de Développement Local (FNDL) pour 175,82 Mds GNF, le Fonds de Développement des Communes de Conakry (FODECCON) pour 30,32 Mds GNF et le Fonds d'Investissement Minier (FIM) pour 85,86 Mds GNF.

Quant aux autres comptes à recevoir (ACR), ils ont atteint un montant de 381,40 Mds GNF.

Tableau 2: Réalisation des recettes fiscales par catégorie (montant en Mds GNF)

Libellé	Situation à fin décembre 2023			
	LFR (1)	Réalisation (2)	Taux (3=2/1)	Part (4)
11- Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	7 414,03	5 091,10	68,67%	22,77%
12- Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	498,81	471,08	94,44%	2,11%
13- Impôts sur le patrimoine	136,92	45,08	32,93%	0,20%
14- Impôts sur les biens et services	10 308,89	10 909,71	105,83%	48,80%
15- Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	5 533,05	5 649,87	102,11%	25,27%
16- Autres recettes fiscales	87,59	188,41	215,09%	0,84%
TOTAL RECETTES FISCALES	23 979,29	22 355,25	93,23%	94,60%
Redevance d'Entretien Routier (RER)	524,16	603,49	115,13%	2,63%
TOTAL RECETTES FISCALES yc RER	24 503,45	22 958,74	93,70%	97,15%
Recettes fiscales Budget d'Affectation Spéciale et ACR	994,35	673,40	67,72%	2,85%
TOTAL RECETTES FISCALES yc BAS	25 497,80	23 632,14	92,68%	100%

Source : Régies de recettes

Par rapport à 2022, on note un accroissement de 16,30%, correspondant à 3 311,58 Mds GNF.

1.2.2 Dons, Legs et Fonds de concours

Sur une prévision en Loi de Finances Rectificative 2023 de 1 653,01 Mds GNF, il a été mobilisé 1 776,64 Mds GNF, soit une réalisation de 107,48%. Cette performance est due au dépassement de l'objectif annuel de mobilisation des dons projets et programmes à hauteur de 32,24%, correspondant à 414,44 Mds GNF.

Les secteurs bénéficiaires de ces dons sont :

- le secteur du « **développement rural** » pour 29,56% du total des dons projets ;
- le secteur des « **mines, industrie, eau et énergie** » pour 28,46% ;
- le secteur « **social** » pour 21,42% ;
- le secteur de « **l'administration et de la décentralisation** » pour 15,47% ;
- le secteur des « **infrastructures** » pour 5,09%.

Par ailleurs, un montant de 76,65 Mds GNF a été exécuté en termes d'appuis budgétaires dans le cadre du Fonds Commun de l'Education.

Tableau 3: Mobilisation des Dons, Legs et Fonds de Concours au 31 décembre 2023 (Mds de GNF)

Libellé	Situation à fin décembre 2023			
	LFR (1)	Réalisation (2)	Taux (3=2/1)	Part (4)
Dons, Legs et Fonds de Concours dont :	1 653,01	1 776,64	107,48%	100%
<i>Dons Projets et Programmes</i>	1 285,55	1 699,99	132,24%	96%
<i>Dons Appuis Budgétaires</i>	367,46	76,65	20,86%	4%
TOTAL GENERAL	1 653,01	1 776,64	107,48%	100%

Source : TOFE / DGB/DNIP-SIG

1.2.3 Autres recettes

Pour cette catégorie de recettes, le montant mobilisé à fin décembre 2023 se chiffre à 1 126,51 Mds GNF sur une prévision en LFR de 1 878,50 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 59,97%. Par rapport à 2022, ce poste de recettes a connu une baisse globale de 645,35 Mds GNF. Cette contreperformance est observée sur :

- les revenus de la propriété pour 693,42 Mds GNF (61,55%) ;
- les ventes de biens et services pour 380,88 Mds GNF (33,81%) ;
- les recettes diverses pour 51,64 Mds GNF (4,58%) ;
- les amendes, pénalités et confiscations pour 0,57 Md GNF (0,05%).

La situation des dividendes (revenus de la propriété) par type de société se présente comme suit :

- **Sociétés publiques pour un montant total de 73,57 Mds GNF (10,61%) :**
 - Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI).....50,00 Mds GNF ;
 - Guinéenne des Larges Bandes (GUILAB).....10,06 Mds GNF ;
 - Société Navale de Guinée (SNG).....9,73 Mds GNF ;
 - Loterie Nationale de Guinée (LONAGUI).....2,07 Mds GNF ;
 - Port Autonome de Conakry (PAC).....1,00 Md GNF ;
 - Conseil Guinéen des Chargeurs (CGC).....0,71 Md de GNF.
- **Sociétés mixtes à participation majoritaire pour un total de 483,06 Mds GNF (69,77%) :**
 - Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG).....336,25 Mds GNF ;
 - Société Guinéenne de Lubrifiant et d'Emballage (SOGUILUBE)...0,91 Md GNF ;
 - Société de Gestion et d'Exploitation de Souapiti (SOGES).....145,90 Mds GNF.
- **Sociétés mixtes à participation minoritaire pour un montant total de 136,78 Mds GNF (19,73%)**
 - Anglo Gold Ashanti (SAG).....62,37 Mds GNF ;
 - Société Minière de Mandiana.....26,81 Mds GNF ;
 - Société Minière de Dinguiraye (SMD).....14,77 Mds GNF ;
 - Chalco-Guinée.....12,09 Mds GNF ;

- Banque Populaire Maroc-Guinéenne (BPMG).....4,14 Mds GNF ;
- Lafarge Holcim Guinée.....3,51 Mds GNF ;
- Société Guinéenne de Pétrole.....2,94 Mds GNF ;
- Guinean Gold Exploration (GGE).....2,10 Mds GNF ;
- VISTA-GUI.....1,48 Mds GNF ;
- Pharmacie Centrale de Guinée.....1,02 Mds GNF ;
- Guinean Birimian Gold SA (GBC).....0,83 Md de GNF ;
- Autres encaissements à participation minoritaire4,72 Mds GNF.

Le tableau ci-dessous présente les autres recettes par catégorie.

Tableau 4: Réalisation des autres recettes au 31 décembre 2023 (Mds de GNF)

Libellé	Situation à fin décembre 2023			
	LFR (1)	Réalisation (2)	Taux (3=2/1)	Part (4)
31. Revenu de la propriété	1 260,09	693,42	55,03%	61,55%
312. Dividendes	1 260,09	693,42	55,03%	62%
32. Vente de biens et services	357,11	380,88	106,65%	33,81%
321. Ventes des établissements marchands	29,77	30,21	101,50%	2,68%
322. Droits et frais administratifs	327,35	350,67	107,12%	31,13%
33. amendes, pénalités et confiscations	0,876	0,573	65,42%	0,05%
331. Amendes, pénalités et confiscations	0,876	0,573	65,42%	0,05%
34. Autres transferts reçus	181,818	0,000	0,00%	0%
35. Recettes diverses	78,609	51,64	65,69%	4,58%
351. recettes diverses	78,609	51,64	65,69%	5%
TOTAL GENERAL	1 878,50	1 126,51	59,97%	100%

Source : DGT-CP

1.2.4 Analyse des recettes minières

A fin décembre 2023, il a été recouvré 4 287,21 Mds GNF sur une prévision en LFR de 4 224,40 Mds GNF, soit une réalisation de 101,49%. Comparé au niveau de recettes de 2022, on note un accroissement de 0,35%. Ces recettes concernent :

- la taxe minière à l'extraction.....1 459,34 Mds GNF (34,04%) ;
- la taxe à l'exportation.....1 900,25 Mds GNF (44,32%) ;
- les impôts sur les sociétés minières.....374,31 Mds GNF (8,73%) ;
- les recettes minières non fiscales.....341,82 Mds GNF (7,97%) ;
- le ticket d'entrée.....211,49 Mds GNF (4,93%).

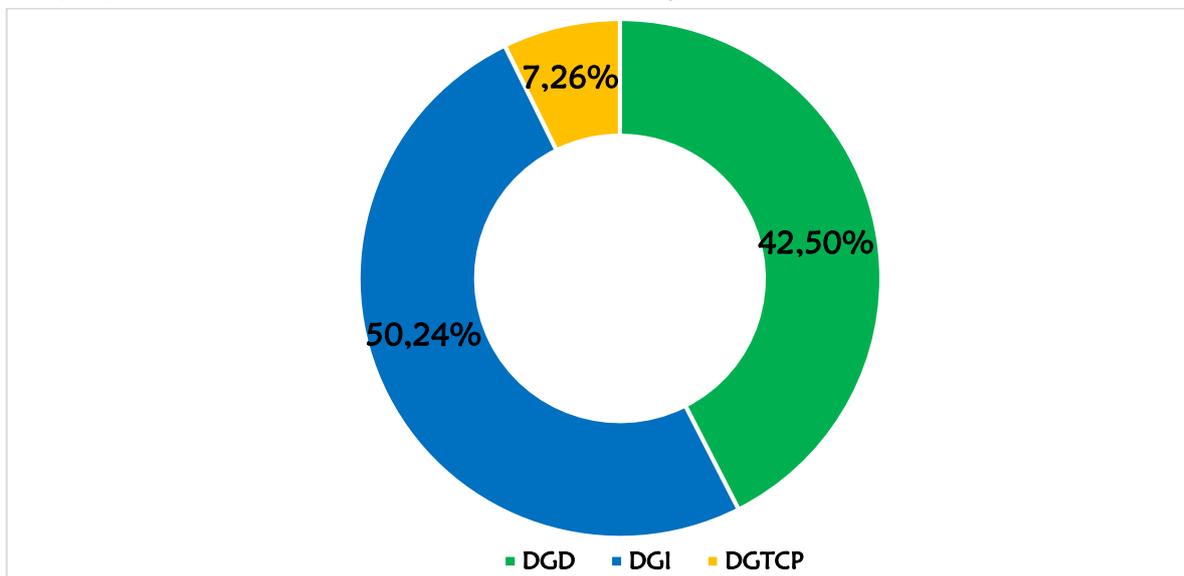
Les recettes minières non fiscales sont composées des redevances des comptoirs, acheteurs et collecteurs diamant, des redevances d'exploitation minières et des dividendes.

1.3 Analyse de la réalisation des recettes par régie

Sur un objectif de 26 546,70 Mds GNF, les régies financières ont mobilisé 24 566,46 Mds GNF, soit 92,54%. En glissement annuel, on note un accroissement de 9,68% du niveau de mobilisation des recettes.

Cette réalisation provient de la Direction Générale des Impôts (DGI) pour 12 341,15 Mds GNF (50,24%), la Direction Générale des Douanes (DGD) pour 10 440,89 Mds GNF (42,50%) et de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT-CP) pour 1 784,42 Mds GNF (7,26%).

Graphique 2 : Répartition des recettes mobilisées par régie au 31 décembre 2023



Source : régies de recettes, DGB

1.3.1 Direction Générale des Impôts (DGI)

A fin décembre 2023, les recettes mobilisées par la Direction Générale des Impôts se chiffrent à 12 341,15 Mds GNF sur un objectif annuel de 14 845,52 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 83,13%. Ce niveau de mobilisation des recettes est le résultat de la poursuite des réformes entreprises pour la dématérialisation des recouvrements de recettes (E-tax), l'élargissement de l'assiette fiscale et le renforcement des mesures de contrôle fiscal.

Le tableau ci-dessous présente le détail des recettes mobilisées par la Direction Générale des Impôts en 2023.

Tableau 5: Situation des recettes collectées par la DGI au 31 décembre 2023(Mds de GNF)

Libellé	Situation à fin décembre 2023			
	LFR (1)	Réalisation (2)	Taux (3=2/1)	Part (4)
11. Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	7 414,03	5 091,10	68,67%	100,00%
111. Impôts sur les revenus des personnes physiques	2 575,61	1 995,65	77,48%	39,20%
112. Impôts sur les bénéfices des sociétés et autres entreprises	3 387,43	3 095,46	91,38%	60,80%
113 Impôts non ventilables (Taxe extraction substances Minières métaux Précieux TME)	1 450,99	0,00	0,00	0,00%
12. Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	498,81	471,08	94,44%	100,00%
121. Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	498,81	471,08	94,44%	100,00%
13. Impôts sur le patrimoine	136,92	45,08	32,93%	100,00%
131. Impôts sur la propriété immobilière	105,46	45,08	42,75%	100,00%
132. Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	31,46	0,00	0,00%	0,00%
14. Impôts sur les biens et services	6 171,22	6 369,66	103,22%	100,00%
141. Impôts généraux sur les biens et services	2 664,67	3 449,71	129,46%	54,16%
142. Les accises	86,73	56,69	65,36%	0,89%
143. Impôts sur les services déterminés	546,15	239,09	43,78%	3,75%
144. Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	2 873,67	2 624,17	91,32%	41,20%
16. Autres recettes fiscales	87,59	188,41	215,09%	100,00%
161. Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	87,59	188,41	215,09%	100,00%
TOTAL DGI hors BAS/FNDL/ANAFIC (1)	14 308,57	12 165,33	85,02%	100%
Autres Comptes à Recevoir (Ex. clos)	174,20	0,00	0,00%	0%
TOTAL YC Autres comptes à recevoir (Ex. clos) (3)	14 482,77	12 165,33	84,00%	99%
BAS/FNDL/ANAFIC(TME) (2)	362,75	175,82	48,47%	1%
TOTAL DGI yc BAS/FNDL/ANAFIC (2+3)	14 845,52	12 341,15	83,13%	100%

Source : DGI

1.3.2 Direction Générale des Douanes (DGD)

La Direction Générale des Douanes a mobilisé 10 440,99 Mds GNF sur une prévision annuelle de 9 326,67 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 111,95%. Cette performance provient essentiellement des recettes issues de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) à l'importation, du Droit fiscal à l'importation ainsi que des Redevances d'Entretien Routier.

Par catégorie de recettes, les principales contributions concernent les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 5 649,87 Mds GNF (54,11%), les impôts sur les biens et services pour 3 998,34Mds GNF (38,30%) et la part des revenus sur les produits pétroliers affectés au fonds d'entretien routier pour 603,49 Mds GNF (5,78%).

Il importe de noter que les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales concernent les droits de douanes et autres droits à l'importation pour 66,55% et les taxes à l'exportation pour 33,45%.

Quant aux impôts sur les biens et services, le niveau de réalisation provient essentiellement des impôts généraux sur les biens et services pour 94,81% et des accises pour 5,19%.

Par ailleurs, au titre des autres comptes à recevoir (reste à recouvrer), un montant de 381,40 Mds GNF a été encaissé en 2023, soit 3,65% du montant total des recettes recouvrées par la DGD.

Tableau 6: Recettes collectées par la DGD au 31 décembre 2023 (Mds de GNF)

Libellé	Situation à fin décembre 2023			
	LFR (1)	Réalisation (2)	Taux (3=2/1)	Part (4)
14. Impôts sur les biens et services	3 269,46	3 998,34	122,29%	38,30%
<i>141. Impôts généraux sur les biens et services</i>	3 053,99	3 790,84	124,13%	94,81%
14110. Taxes sur la valeur ajoutée (TVA)	3 053,99	3 790,84	124,13%	100,00%
<i>1411002. TVA à l'importation</i>	2 849,98	3 566,31	125,13%	94,08%
<i>1411003. TVA sur Finex</i>	204,01	224,53	110,06%	5,92%
<i>142. Les accises</i>	215,47	207,50	96,30%	5,19%
<i>14210. Droits d'accises</i>	183,04	170,80	93,31%	82,31%
<i>14211. Taxe spécifique sur les produits pétroliers</i>	32,43	36,71	113,19%	17,69%
15. Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	5 533,05	5 649,87	102,11%	54,11%
<i>151. Droits de douanes et autres droits à l'importation</i>	3 518,31	3 760,02	106,87%	66,55%
<i>15110. Droit fiscal à l'importation</i>	2 538,69	2 953,03	116,32%	78,54%
<i>15111. Droit de magasinage</i>	0,50	0,23	44,92%	0,01%
<i>15112. Taxe d'entrepôt</i>	120,19	128,06	106,55%	3,41%
<i>15113 redevances de liquidation</i>	697,11	586,29	84,10%	15,59%
<i>15114. Produit de ventes aux enchères</i>	7,59	6,15	81,01%	0,16%
<i>15115. Taxe enregistrement douane</i>	120,00	36,48	30,40%	0,97%
<i>15116. Taxes conjoncturelles de protection</i>	29,54	34,31	116,15%	0,91%
<i>15118. Amendes et confiscations douanières</i>	0,00	10,70		0,28%
<i>15119. Redevances de prestation administratives</i>	4,69	4,78	101,94%	0,13%
<i>152. Taxes à l'exportation</i>	2 014,74	1 889,85	93,80%	33,45%
<i>15210. Taxes à l'exportation sur les substances autres minières</i>	2 007,37	1 881,34	93,72%	99,55%
<i>15213. Droit fiscal à la sortie</i>	7,38	8,51	115,33%	0,45%
TOTAL RECETTES DGD (1) HORS FODECON	8 802,51	9 455,99	107,42%	100,00%
<i>Autres comptes à recevoir (ex. clos)</i>	394,49	381,40	96,68%	3,65%
Redevance d'Entretien Routier (RER)	524,16	603,49	115,13%	5,78%
TOTAL DGD YC RER ET AUTRE COMPTE (3)	9 326,67	10 440,89	111,95%	100%

Source : DGD

1.3.3 Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT-CP)

A fin décembre 2023, la DGT-CP du trésor a encaissé 1 784,42 Mds GNF sur un objectif en Loi de Finances Rectificative de 2 737,27 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 65,19%. Ces encaissements se décomposent en « recettes fiscales » pour 657,89 Mds GNF (36,86%), en « autres recettes » pour 1 126,51 Mds GNF (63,13%) et en « cession d'actifs » pour 0,01 Md GNF (0,01%).

Les recettes fiscales mobilisées concernent uniquement les impôts sur les biens et services (les taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités).

Quant aux autres recettes, elles concernent :

- les revenus de la propriété (dividendes).....61,56% ;
- la vente des biens et services.....33,81% ;
- les recettes diverses.....4,58% ;
- les amendes, pénalités et confiscations.....0,05%.

Le Tableau ci-dessous présente le détail des recettes mobilisées par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique en 2023.

Tableau 7: Situation de mobilisation des recettes par la DGT-CP au 31 décembre 2023 (Mds de GNF)

Libellé	Situation à fin décembre 2023			
	LFR (1)	Réalisation (2)	Taux (3=2/1)	Part (4)
<i>144. Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités</i>	905,50	657,89	72,66%	100,00%
<i>Ticket d'entrée</i>	211,49	211,49	100,00%	32,15%
14417. Redevances sociétés de pêche	73,21	81,78	111,70%	12,43%
14418. Redevance comptoirs acheteurs collecteurs. (Diamant)	4,99	4,84	97,02%	0,74%
144180. Redevance sur l'utilisation des eaux souterraines et superficières	0,45	0,00	0,00%	0,00%
14419. Redevances exploitation minières	83,05	24,94	30,03%	3,79%
144190. Permis d'importation et d'exportation de marchandises (DDI-DDE)	173,87	180,17	103,62%	27,39%
144182. Redevance superficière	9,49	4,83	50,89%	0,73%
14422. Redevances téléphone mobile GSM	345,82	148,18	42,85%	22,52%
14424. Frais de délivrance des agréments du tourisme et de l'hôtellerie	0,10	0,04	38,00%	0,01%
14425. Frais de délivrance des agréments autres activités non classées	3,02	1,62	53,77%	0,25%
3. Autres recettes	1 831,76	1 126,51	61,50%	100,00%
31. Revenu de la propriété	1 260,09	693,42	55,03%	61,56%
<i>312. Dividendes</i>	1260,09	693,42	55,03%	100,00%
32. Vente de biens et services	310,37	380,88	122,72%	33,81%
321. Ventes des établissements marchands	29,77	30,21	101,50%	7,93%
32110. Locations d'actifs produits	0,26	0,21	80,17%	0,06%
32111. Locations d'actifs non produits	29,50	30,00	101,68%	99,31%
32111. Redevances domaniales	29,50	30,00	101,68%	99,31%
<i>322. Droits et frais administratifs</i>	280,61	350,67	124,97%	92,07%
32211. Frais judiciaires	2,53	4,46	176,15%	1,27%
32212. Recettes Consulaires	7,95	0,05	0,64%	0,01%
3222.2 ventes de passeports	78,24	111,17	142,08%	31,70%
32214. Visa d'entrée sur le sol guinéen	29,84	30,71	102,91%	8,76%
32214. Cartes de séjours étrangers résidents	1,78	1,93	108,30%	0,55%
32216. Droits et Frais de cartes nationales d'identité	8,00	8,89	111,24%	2,54%
32217. Vente de documents administratifs (valeur et titres)	7,96	6,31	79,28%	1,80%
32219. Droits topographiques	1,85	1,02	55,26%	0,29%
32223. Permis de conduire	16,72	22,50	134,57%	6,42%
32220. Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	66,75	87,69	131,37%	25,01%
32221. Autres droits et frais administratifs	2,52	18,93	751,46%	5,40%
32222. Extrait de naissance biométrique	6,14	8,36	136,21%	2,38%
32223. Permis de travail aux étrangers	10,32	7,63	73,92%	2,17%
32224. Droits d'analyse et de contrôle du laboratoire national	40,00	41,00	102,50%	11,69%
33. Amendes, pénalités et confiscations	0,88	0,57	65,42%	0,05%
<i>331. Amendes, Pénalités et Confiscations</i>	0,58	0,47	82,44%	82,86%
<i>3311100. Amendes Polices routières</i>	0,58	0,47	82,44%	100,00%
33112. Amendes Gendarmerie routière	0,30	0,10	32,75%	20,69%
3349. Autres transferts reçus	181,82	0,00	0,00%	0,00%
35. Recettes diverses	78,61	51,64	65,69%	4,58%
<i>351. Recettes diverses</i>	78,61	51,64	65,69%	100,00%
<i>35112. Ristournes sur les recettes des jeux</i>	32,06	45,73	142,62%	88,56%
<i>35113. Recettes en atténuation des dépenses</i>	6,55	5,91	90,29%	11,44%
<i>35114. Recettes Exceptionnelles</i>	40,00	0,00	0,00%	0,00%
TOTAL DGTCP	2 737,26	1 784,41	65,19%	100,00%
<i>Cession d'actif, consignation et fonds de concours</i>	0,01	0,01	100,00%	0,00%
TOTAL DGTCP yc Cession d'actif	2 737,27	1 784,42	65,19%	100,00%

Source : TDB/DGTCP

II - SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires de l'exercice 2023 porte sur les points suivants :

- la situation globale de l'exécution des dépenses ;
- la situation des mouvements de crédits ;
- l'analyse des dépenses par grande nature économique ;
- la situation de l'utilisation des ressources des Droits de Tirage Spéciaux (DTS);
- la situation des restes à payer ;
- la situation des délégations de crédits.

II-1 La situation globale de l'exécution des dépenses

Le montant total des dépenses payées y compris celles financées sur ressources extérieures se chiffrent à 24 467,54 Mds GNF sur un objectif en Loi de Finances Rectificative de 37 249,45 Mds GNF, soit un taux d'exécution de **65,69%**.

Sur la base des dépenses prises en charge par les comptables publics, elles se chiffrent à 29 459,01 Mds GNF dont 4 944,42 Mds GNF sur financement extérieur (Demandes de Retraits de Fonds - DRF).

Par rapport à l'exercice 2022, le montant des dépenses payées augmentent de 23,75% pour se situer à 19 771,29 Mds GNF.

Quant aux dépenses engagées, elles se chiffrent à 23 551,81 Mds GNF, soit 77,73% des crédits annuels. Les dépenses payées hors financement extérieur représentent 82,89% des dépenses engagées.

Les dépenses budgétaires payées hors financement extérieur se chiffrent à 19 523,13 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 68,60% par rapport à l'objectif du plan d'engagement de la période se chiffrant à 28 458,31 Mds GNF.

Ces paiements se décomposent en dépenses courantes pour 15 923,41 Mds GNF (81,58%) et en dépenses d'investissement pour 3 599,71 Mds GNF (18,42%).

Tableau 8: Exécution globale par grandes natures et phases de la dépense publique yc BAS

Libellé	LFR (1)	Plan d'eng.(2)	Engagement		Paiements		Taux/LFR (4)/(1)	Part
			Eng. (3)	Taux (3)/(2)	Paiement (4)	Taux (4)/(3)		
Charges financières de la dette	1 063,20	1 249,25	627,44	59,0%	627,44	100%	59,0%	2,6%
Dépenses de personnel	7 831,50	7 498,21	7 797,70	99,6%	5 727,88	73,5%	73,1%	23,4%
Dépenses de biens et services	4 231,76	2 712,51	3 099,20	73,2%	2 702,76	87,2%	63,9%	11,1%
Dépenses de Transfert	9 555,07	9 440,55	8 465,57	88,6%	6 865,33	81,1%	71,9%	28,1%
Dépenses d'Investissement	7 618,21	7 557,78	3 561,89	46,8%	3 599,71	101,1%	47,3%	14,7%
Total hors Finex	30 299,75	28 458,31	23 551,81	77,7%	19 523,13	82,9%	64,4%	79,8%
Dépenses d'investissement Finex	6 949,70	6 949,70	4 944,42	71,2%	4 944,42	100%	71,2%	20,2%
TOTAL yc Finex	37 249,45	35 408,01	28 496,22	76,5%	24 467,54	85,9%	65,7%	100,0%

Source : DGB, DNSI

Exécution des dépenses des Budgets d'Affectation Spéciale (BAS)

Les dépenses exécutées au titre des BAS gérés par l'Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC) se chiffrent à 160,28 Mds GNF dont 151,79 Mds GNF pour le FNDL, et 8,49 Mds GNF pour le FODECCON.

Aussi, un montant de 1,63 Mds GNF est payé en faveur du FCE. Cette exécution se décompose par nature économique de dépense comme suit :

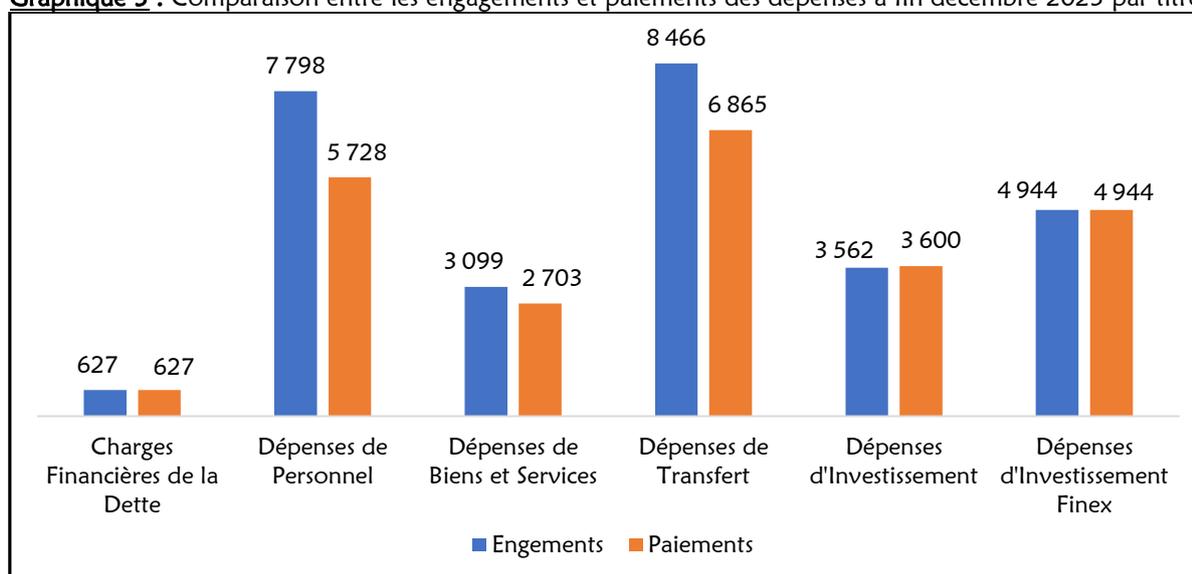
- dépenses de personnel : 50,87 Mds GNF ;
- dépenses de biens et services : 21,38 Mds GNF ;
- dépenses de transfert : 87,29 Mds GNF ;
- dépenses d'investissement : 2,37 Mds GNF.

Il importe de noter que ces dépenses d'investissement concernent la mise en œuvre des Plans Annuels d'Investissement (PAI) pour 323 communes rurales et 39 communes urbaines par l'ANAFIC dans le cadre des compétences transférées.

Quant aux dépenses du Fonds d'Investissement Minier (FIM), elles sont exécutées à hauteur de 48,64 Mds GNF.

De manière globale, l'exécution des dépenses y compris FINEX, se présente dans le graphique ci-dessous, par grande nature économique.

Graphique 3 : Comparaison entre les engagements et paiements des dépenses à fin décembre 2023 par titre



Source : DGB, DNSI

II -2 Situation des modifications de crédits

Les modifications de crédits opérées ont été entièrement prises en compte dans la Loi de Finances Rectificative 2023. En effet, les crédits budgétaires sont passés de 36 106,74 Mds GNF à 37 249,45 Mds GNF, soit un accroissement de 3,16%, correspondant à 1 142,71 Mds GNF. Ces modifications concernent :

- les charges financières de la dette : -181,8 Mds GNF ;
- les dépenses de personnel : +463,3 Mds GNF ;
- les dépenses de biens et services : +165 Mds GNF ;
- les dépenses de transfert : +1 298,7 Mds GNF ;
- les dépenses d'investissement : -602,6 Mds GNF.

II -3 Analyse des dépenses par nature

II-3.1 Dépenses courantes y compris BAS

Sur une prévision en Loi de Finances Rectificative de 22 681,54 Mds GNF, les dépenses courantes ont été payées à hauteur de 15 923,41 Mds GNF, soit 70,20% d'exécution. Comparée à 2022, on note une baisse de -11,14%, correspondant à -1 995,53 Mds GNF. Ce niveau d'exécution se décline comme suit par nature économique de dépense :

- **Charges financières de la dette**

Les charges financières de la dette ont été payées à hauteur de 627,44 Mds GNF. Par rapport aux prévisions annuelles, le taux d'exécution est de 59,01%.

Elles se répartissent en intérêts de la dette intérieure pour 413,20 Mds GNF et en intérêts de la dette extérieure pour 214,24 Mds GNF.

L'exécution des intérêts de la dette intérieure porte sur le règlement des charges liées aux découverts exceptionnels auprès de la Banque Centrale pour 196,11 Mds GNF et aux emprunts obligataires pour 217,08 Mds GNF.

La situation des intérêts de la dette extérieure se répartit ainsi qu'il suit par bailleur :

- Organisations Internationales.....124,41 Mds GNF ;
- Bilatéraux Hors Club de Paris.....39,96 Mds GNF ;
- Bilatéraux Club de Paris.....20,66 Mds GNF ;
- Banques commerciales étrangères19,51 Mds GNF ;
- Fonds Arabe.....8,40 Mds GNF;
- Fournisseurs étrangers.....1,30 Mds GNF.

- **Dépenses de personnel**

Les dépenses de personnel payées se chiffrent à 5 727,88 Mds GNF sur une prévision annuelle de 7 831,50 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 73,14%.

Les dépenses de personnel exécutées se décomposent en traitements et salaires en espèces pour 5 137,40 Mds GNF et en traitements et salaires en nature pour 590,48 Mds GNF.

a) Les traitements et salaires en espèces concernent les :

- Salaires des fonctionnaires et contractuels permanents2 476,99 Mds GNF ;
- Salaires et traitements militaires.....2 157,32 Mds GNF ;
- Salaires et traitements contractuels temporaires.....180,85 Mds GNF ;
- Rémunérations particulières.....144,22 Mds GNF ;
- Rémunérations des Institutions Constitutionnelles90,55 Mds GNF ;
- Salaires et traitements Ambassades.....76,71 Mds GNF ;
- Salaires et traitements projet.....11,73 Mds GNF.

b) Les traitements et Salaires en nature :

Les traitements et salaires en nature ont servi à la prise en charge des frais alimentaires des agents des forces de défense et de sécurité pour un montant de 590,48 Mds GNF.

- **Dépenses de biens et services**

A fin décembre 2023, les dépenses de biens et services ont été payées à hauteur de 2 702,76 Mds GNF sur un objectif en loi de finances rectificative de 4 231,76 Mds GNF, soit un taux

d'exécution de 63,87%. Par rapport au montant des engagements budgétaires de ce poste, le taux d'exécution est de 87,21%.

Ces paiements concernent les rubriques ci-après :

- les dépenses diverses¹.....803,96 Mds GNF (29,75%);
- les fournitures de services.....360,86 Mds GNF (13,35%) ;
- l'achat de carburants et lubrifiants.....401,80 Mds GNF (14,87%) ;
- les frais de déplacement.....304,99 Mds GNF (11,28%) ;
- l'achat de fournitures et biens spécifiques.....242,85 Mds GNF (8,99%) ;
- la consommation eau, électricité, télécom.....236,91 Mds GNF (8,77%) ;
- l'entretien et réparation.....141,28 Mds GNF (5,23%) ;
- l'achat de fournitures et biens courants.....106,20 Mds GNF (3,93%) ;
- les frais de représentation et de manifestations.....102,91 Mds GNF (3,84%).

Les dépenses de biens et services prises en charge par les comptables publics se chiffrent à 4 133,10 Mds GNF.

• **Dépenses de transfert**

Les dépenses de transfert ont été payées à hauteur de 6 865,33 Mds GNF sur une prévision annuelle de 9 555,07 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 71,85%. Comparée au montant des engagements budgétaires de la même nature de dépense se chiffrant à 8 465,57 Mds GNF, on note un taux d'exécution de 81,10%. De manière spécifique, les dépenses exécutées concernent :

- les transferts courants4 338,02 Mds GNF (63,19%) ;
- les transferts aux ménages.....1 561,13 Mds GNF (22,74%) ;
- les autres transferts..... 547,41 Mds GNF (7,97%) ;
- les transferts en capital.....418,77 Mds GNF (6,10%).

II-3.2 Dépenses d'investissement y compris les BAS

Le montant total de dépenses d'investissement payé y compris le financement extérieur (FINEX) se chiffre à 8 544,13 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 58,65% par rapport à l'objectif annuel fixé en Loi de Finances Rectificative 2023 (14 567,91 Mds GNF).

Ce montant exécuté concerne les dépenses d'investissement sur ressources propres pour 3 599,71 Mds GNF (42,13%) et les dépenses d'investissement sur FINEX pour 4 944,42 Mds GNF (57,87%).

En glissement annuel, on note un accroissement de +81,11% du niveau des dépenses d'investissement y compris FINEX, correspondant à +3 826,44 Mds GNF.

Cette forte augmentation du niveau d'exécution des dépenses d'investissement est due aux efforts additionnels de mobilisation des ressources d'emprunts obligataires pour environ 5 000 Mds GNF en faveur des projets et programmes d'investissement publics.

¹ Ces dépenses concernent essentiellement les dépenses les fonds spéciaux et actions de souveraineté ainsi que les frais relatifs à l'organisation des élections.

Tableau 9: Exécution des projets FINEX par secteur et sous-secteurs à fin décembre 2023 (Mds GNF)

Nomenclature	PREVISION FINEX 2023			EXECUTION FINEX 2023			Taux
	PRETS	DONS	TOTAL	PRETS	DONS	TOTAL	
DEVELOPPEMENT RURAL	769,66	496,41	1 266,07	604,50	502,53	1 107,03	87,44%
Agriculture	719,94	410,08	1 130,02	604,50	463,96	1 068,47	94,55%
Élevage	0,00	9,71	9,71	0,00	5,94	5,94	61,17%
Pêche	0,00	44,75	44,75	0,00	7,50	7,50	16,76%
Forêt /Hydraulique Villageoise	49,72	31,87	81,59	0,00	25,13	25,13	30,80%
MINES INDUSTRIE-EAU-ENERGIE	698,53	317,06	1 015,60	429,03	483,86	912,89	89,89%
Mines -Géologie-Environnement	102,92	31,16	134,08	0,00	47,72	47,72	35,59%
Industrie-PME-Commerce-Artisanat	33,87	2,16	36,04	62,31	59,57	121,88	338,20%
Eau Urbaine	67,58	0,00	67,58	13,07	0,00	13,07	19,35%
Energie	494,16	283,74	777,90	353,65	376,57	730,22	93,87%
INFRASTRUCTURES	3 350,91	205,08	3 555,99	1 875,21	86,52	1 961,73	55,17%
Urbanisme-Habitat	1 075,29	0,00	1 075,29	0,00	0,00	0,00	0,00%
Travaux Publics	2 257,62	196,60	2 454,23	1 868,55	85,68	1 954,23	79,63%
Transport/Météo	0,00	8,48	8,48	0,00	0,84	0,84	9,92%
Télécom/Postes	18,00	0,00	18,00	6,66	0,00	6,66	37,00%
SOCIAL	600,10	179,31	779,41	283,81	364,10	647,91	83,13%
Santé	0,00	0,00	0,00	10,80	0,00	10,80	-
Santé Publiques	497,17	52,50	549,67	192,63	103,58	296,21	53,89%
Affaires Sociales	21,73	73,63	95,36	43,88	6,38	50,26	52,70%
Enseignement Pré-Univ	0,00	53,18	53,18	0,00	114,16	114,16	214,68%
Enseignement Sup/Recherche Scient.	0,00	0,00	0,00	2,35	48,83	51,18	-
Enseignement Technique Formation Prof.	81,20	0,00	81,20	34,14	91,16	125,31	154,32%
ADMINIST./DECENT.	244,94	87,69	332,63	51,88	262,98	314,85	94,66%
Administration Générale	226,67	65,19	291,86	28,34	135,22	163,56	56,04%
Décentralisation /Sécurité/ Défense	18,27	22,50	40,77	23,54	127,76	151,30	371,10%
TOTAL HORS TAXES	5 664,15	1 285,55	6 949,70	3 244,43	1 699,99	4 944,42	71,15%

Source : DNIP

L'exécution des dépenses d'investissement sur financement extérieur à fin décembre 2023 s'est établie à 4 944,42 Mds GNF dont 3 244,43 Mds GNF au titre des prêts et 1 699,99 Mds GNF de dons.

Les prêts proviennent :

- de la République Populaire de Chine pour 1 073,99 Mds GNF ;
- de la Banque Islamique de Développement pour 632,80 Mds GNF ;
- de l'Association pour le Développement International (IDA, Banque Mondiale) pour 490,09 Mds GNF ;
- de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) pour 368,04 Mds GNF ;
- du Fonds Koweïtien de Développement Économique Arabe (FKDEA) pour 226,49 Mds GNF ;
- de l'Union Européenne / Fonds Européen de Développement (FED) / BEI pour 145,78 Mds GNF ;
- du groupe Banque Africaine de Développement (BAD-FAD) pour 141,41 Mds GNF ;
- de la République d'Espagne pour 52,88 Mds GNF ;

- de l'Agence Française de Développement (AFD) pour 41,08 Mds GNF ;
- autres bailleurs pour 35,61 Mds GNF ;
- du Système des Nations Unies (PNUD-FAO-ONUDI-FNUAP-OMS-UNICEF-UNFPA) pour 24,08Mds GNF et ;
- du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) pour 12,18 Mds GNF.

Quant aux dons, ils sont constitués des apports de :

- l'IDA pour 987,39 Mds GNF ;
- la BADEA pour 437,79 Mds GNF ;
- du groupe BAD-FAD pour 156,98 Mds GNF ;
- fonds d'Abu- Dhabi pour le Développement (ADFD) pour 55,12 Mds GNF;
- l'AFD pour 27,11 Mds GNF;
- Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) pour 26,94 Mds GNF ;
- Fonds de l'OPEP pour 8,67 Mds GNF.

L'exécution des dépenses hors FINEX à fin décembre 2023 par grande fonction de l'administration publique sur base paiement se présente comme suit :

- la fonction « **Services Généraux des Administrations Publiques** » a enregistré une exécution de 4 079,11 Mds GNF, représentant 20,90% des dépenses exécutées. Rapportée aux crédits budgétaires de la LFR 2023, elle se situe à 60,71% et prend essentiellement en charge les dépenses de coordination des services généraux de l'administration centrale ;
- les dépenses liées à la fonction « **Défense** » s'élèvent à 4 359,77 Mds GNF et représentent 22,33% de l'ensemble des dépenses exécutées. Par rapport à l'objectif en LFR, le taux d'exécution des dépenses de cette fonction est de 90,78% ;
- quant à la fonction « **Enseignement** », les dépenses exécutées se chiffrent à 1 957,16 Mds GNF sur une prévision en LFR 2023 de 3 463,79 Mds GNF, soit 56,50% d'exécution. Elles représentent 10,02 % des dépenses payées ;
- s'agissant des dépenses liées à la fonction « **Affaires Économiques** », elles s'élèvent à 3 426,58 Mds GNF, soit 47,12% de l'objectif de la LFR et 17,55% de l'ensemble des dépenses exécutées ;
- en ce qui concerne la fonction « **Protection Sociale** », elle a été exécutée à hauteur de 3 775,78 Mds GNF et représente 19,34% des dépenses exécutées. Elle se situe à 160,67% par rapport aux prévisions de cette fonction en LFR ;
- les fonctions **Protection de l'Environnement, Logements et Équipements, Santé, Loisirs, Culture et Cultes et Ordre et Sécurité Publique** sont exécutées à hauteur

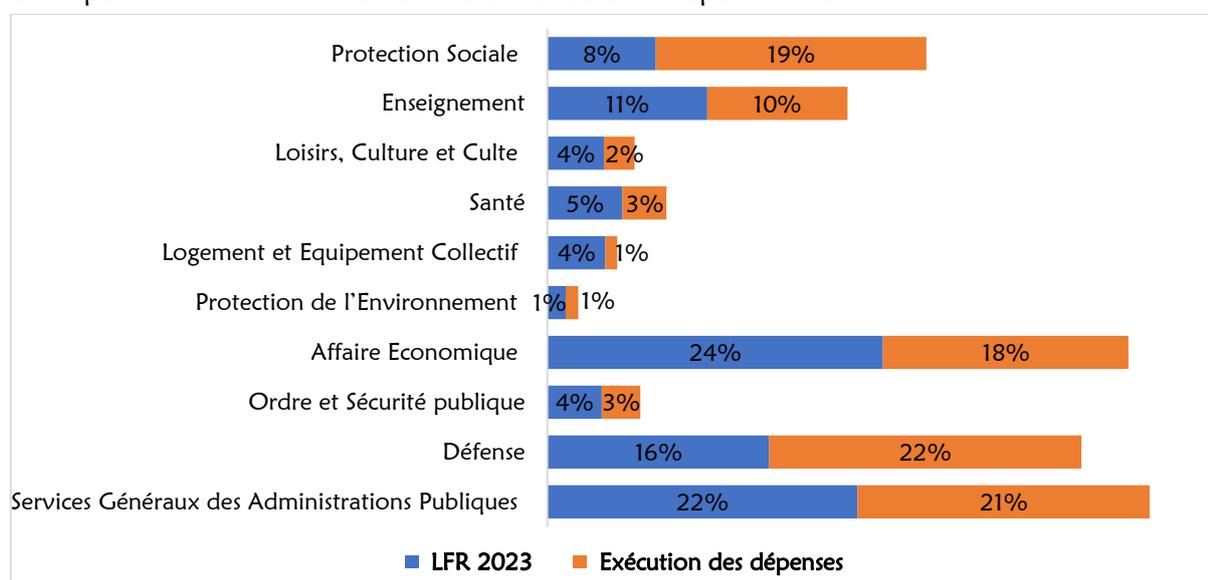
de 1 923,93 Mds GNF, soit 33,81% de l'objectif de la LFR se chiffrant à 5 690,99 Mds GNF. Leur part dans les dépenses exécutées représente **9,85%**.

Tableau 10 : Exécution par grande fonction sur base paiement à fin décembre 2023 (Mds de GNF)

Libellé	LFR 2023	Charges finan. dette	Dép. personnel	Dép. de biens et services	Dép. de Transfert	Dép. d'invest	Total hors finex	Part	Taux
Services Généraux des Administrations Publiques	6 719,56	627,44	637,59	1930,22	734,85	149,62	4 079,71	20,90%	60,71%
Défense	4 802,76	0,00	3242,19	215,19	311,71	590,69	4 359,77	22,33%	90,78%
Ordre et Sécurité publique	1 178,02	0,00	371,58	60,29	28,88	80,67	541,42	2,77%	45,96%
Affaire Economique	7 272,56	0,00	162,31	82,96	809,15	2372,16	3 426,58	17,55%	47,12%
Protection de l'Environnement	401,60	0,00	46,59	18,40	103,22	5,14	173,35	0,89%	43,17%
Logement et Equipement Collectif	1 258,23	0,00	16,23	2,66	64,74	81,78	165,41	0,85%	13,15%
Santé	1 624,60	0,00	144,15	87,16	289,24	95,30	615,85	3,15%	37,91%
Loisirs, Culture et Culte	1 228,54	0,00	34,97	70,83	169,47	152,61	427,89	2,19%	34,83%
Enseignement	3 463,79	0,00	1057,36	146,28	713,11	40,41	1 957,16	10,02%	56,50%
Protection Sociale	2 350,09	0,00	14,91	88,77	3640,96	31,33	3 775,98	19,34%	160,67%
TOTAL GENERAL	30 299,75	627,44	5 727,88	2 702,76	6 865,33	3 599,71	19 523,13	100%	64,43%

Source : DNSI/DGB

Graphique 4 : Comparaison de la part des grandes catégories (divisions) de la classification fonctionnelle des dépenses de l'administration dans la LFR 2023 et les dépenses exécutées

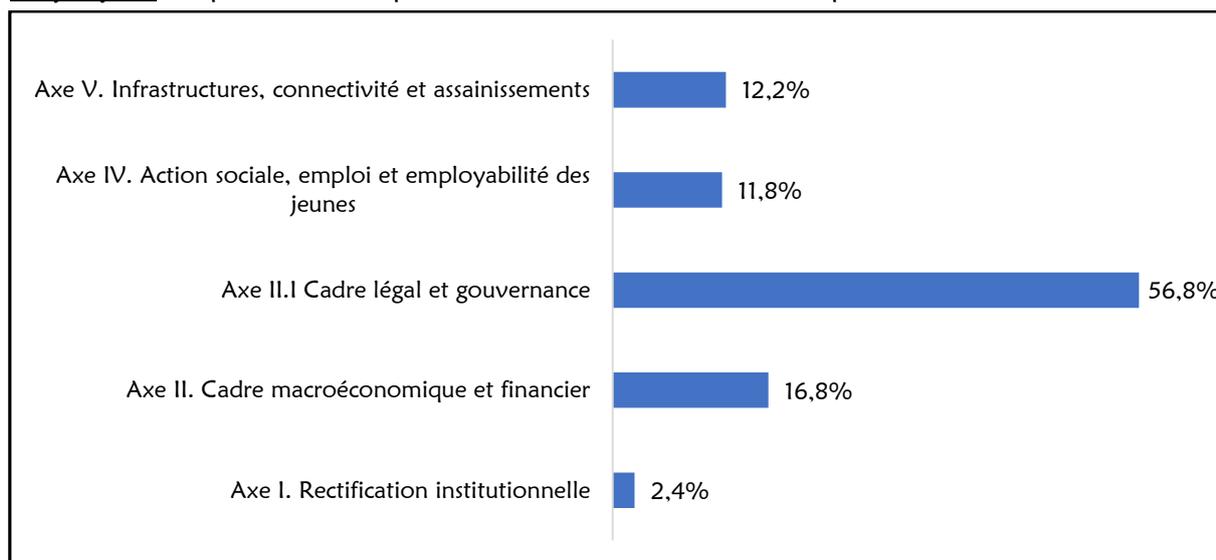


Source : DNSI/DGB/DGT-CP

Déclinaison du budget par axe du Programme de Reference Intérimaire (PRI)

A fin décembre 2023, l'exécution des dépenses par axe du PRI sur base paiement se présente comme suit :

Graphique 5 : Répartition des dépenses exécutées à fin décembre 2023 par axe du PRI



Source : DNSI, DGB, DNIP-SIGPIP

Les principaux axes ayant consommé le plus de crédits budgétaires, concernent l'axe « cadre légal et gouvernance » représentant plus de la moitié des dépenses payées (56,8%), suivi de l'axe « cadre macroéconomique » pour 16,8% et l'axe « infrastructures, connectivité et assainissement » pour 12,2%.

Par source de financement, le détail des dépenses de ces cinq axes prioritaires du PRI, se présente dans le tableau ci-dessous :

Tableau 11: Ventilation du budget en fonction des axes du PRI à fin décembre 2023 (Mds de GNF)

Axes	LFR 2023 (1)	Plan d'Eng (2)	Eng. (2)	Paie ment (3)	Taux (4=2/1)	Taux (5=3/1)	Part
Axe I. Rect. Institut.	1 868,93	1 645,03	580,25	580,25	31,05%	31,05%	2,37%
Budget	1710,86	1 526,48	416,69	416,69	24,36%	24,36%	1,70%
FINEX	158,07	118,55	163,56	163,56	103,47%	103,47%	3,31%
Axe II. Cadre macro et fin	7 482,33	8 596,15	4 112,31	4 112,31	54,96%	54,96%	16,81%
Budget	5 552,96	6451,31	2116,68	2116,68	38,12%	38,12%	8,65%
FINEX	2 144,84	2 144,84	1 995,63	1 995,63	93,04%	93,04%	40,36%
Axe III. Cadre légal et gouvernance	14 807,01	12 598,86	13 902,05	13 902,05	93,89%	93,89%	56,82%
Budget	14 046,02	11 837,87	13 750,75	13 750,75	97,90%	97,90%	56,20%
FINEX	760,99	760,99	151,30	151,30	19,88%	19,88%	3,06%
Axe IV. Action sle, empl et employ des jeunes	7 125,83	6 810,18	2 886,08	2 886,08	40,50%	40,50%	11,80%
Budget	6 787,55	6 471,90	2 238,17	2 238,17	32,97%	32,97%	9,15%
FINEX	338,28	338,28	647,91	647,91	191,53%	191,53%	13,10%
Axe V. Infrastructures, connect. et assaini	5 749,87	5 718,26	2 986,76	2 986,76	51,94%	51,94%	12,20%
Budget	2202,36	2170,75	1000,73	1000,73	45,44%	45,44%	4,09%
FINEX	3 547,51	3 547,51	1 986,02	1 986,02	55,98%	55,98%	40,17%
TOTAL	30 299,75	28 458,31	19 523,03	19 523,03	64,43%	64,43%	79,79%
TOTAL FINEX	6 949,69	6 910,17	4 944,42	4 944,42	71,15%	71,15%	20,21%
TOTAL GENERAL	37 249,44	35 368,48	24 467,45	24 467,45	65,69%	65,69%	100,00%

Source : DNSI, DGB, DNIP-SIGPIP

II -4 Situation des ressources des Droits de Tirages Spéciaux (DTS)

Sur une prévision de 2 584,01 Mds GNF de ressources DTS inscrites en Loi de Finances Rectificative 2023, il a été exécuté un montant de 1 670,67 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 64,65%. Ce montant se répartit en dépenses de projets et programmes d'investissement publics (y compris les avances de démarrage pour 348,47 Mds GNF) pour 1 235,77 Mds GNF (73,97%) et celles du Guichet Choc Alimentaire (GCA) pour 434,90 Mds GNF (26,03%).

Le montant du GCA se décompose comme suit :

- Fonds de Développement Agricole (FODA) : 170,60 Mds GNF ;
- Fonds de Développement Social et de l'Indigence (FDSI) : 51,07 Mds GNF ;
- Programme Alimentaire Mondial (PAM) : 213,23Mds GNF.

Il importe de noter que sur les 33 projets financés sur les ressources DTS, 23 ont connu un début d'exécution pour un montant total de 1 235,77 Mds GNF sur une prévision en Loi de Finances Rectificative de 1 977,55 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 62,49%.

II -5 Situation des restes à payer à fin décembre 2023

Le cumul des paiements au titre de la réduction des arriérés de l'exercice 2022 se chiffre à 2 749,75 Mds GNF sur une prévision en Loi de Finances Rectificative de 2 701,22 Mds GNF, soit 102% d'exécution.

Sur la base des dépenses prises en charge par les comptables publics à fin décembre 2023, les instances de paiement à fin décembre 2023 se chiffrent à 6 374,13 Mds GNF dont 3 113,91 Mds GNF de dépenses courantes, 832,10 Mds GNF de dépenses d'investissement et 2 428,12 Mds GNF d'opérations de trésorerie.

II -6 Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés à fin décembre 2023

A fin décembre 2023, l'exécution des crédits budgétaires en faveur des services déconcentrés de l'État sur base engagement s'élève à 2 178,06 Mds GNF, soit 63,36% du total des crédits inscrits en LFR en faveur desdits services. Ce montant engagé se répartit entre les services déconcentrés de l'intérieur pour 1 457,24 Mds GNF et les services déconcentrés de l'extérieur (missions diplomatiques et consulaires) pour 720,82 Mds GNF.

Sur base paiement, l'exécution de ces crédits se chiffre à 1 323,64 Mds GNF dont 35,69% pour les services déconcentrés de l'extérieur, 48,36% pour les projets et programmes d'investissement publics et 15,95% pour le fonctionnement des services déconcentrés de l'intérieur. Rapporté au total des crédits annuels des services déconcentrés, elle se situe à 38,51%.

Toutefois, il convient de préciser que seuls les crédits alloués aux services déconcentrés de l'intérieur sont exécutés par délégation de crédit. Les autres crédits (crédits des projets et programmes et ceux des services de l'extérieur) sont exécutés, par dérogation, au niveau central.

Tableau 12: Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés : déconcentrés intérieur, déconcentrés extérieurs et projets et programmes à fin décembre 2023 (Mds de GNF)

N°	Libellé	LFR 2023	Eng	Ordonna	Paie	Part
1	Services déconcentrés de l'intérieur				211,07	15,95%
2	Services déconcentrés de l'extérieur	782,62	720,82	720,82	472,47	35,69%
3	Projets et programmes en faveur des services déconcentrés de l'intérieur	2 654,77	1 457,24	1 451,61	640,10	48,36%
TOTAL		3 437,39	2 178,06	2 172,43	1 323,64	100%

Source : DNSI, DGB

L'exécution des crédits des services déconcentrés extérieurs par ministère et institution se présente dans le tableau ci-après :

Tableau 13: Situation des services déconcentrés de l'extérieur

Section	Libellé	Bénéficiaire	LFR 2023	Eng.	Ordonanc.	Paiement	Taux
1	Présidence de la République	2	43,44	39,39	39,39	22,22	51,16%
3	Ministère de Délégué à la Présidence Chargé de la Défense Nationale	14	254,43	252,74	252,74	239,22	94,02%
7	Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Étranger	53	360,69	339,18	339,18	122,09	33,85%
16	Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises	1	7,63	7,63	7,63	7,63	100,00%
30	Secrétariat Général aux Affaires Religieuses	3	82,64	81,88	81,88	81,32	98,40%
Total (2)		73	748,82	720,82	720,82	472,47	63,10%

Source : DNSI, DGB

L'essentiel des paiements en faveur des services déconcentrés extérieurs concernent la Présidence de la République (les bourses extérieures), le Ministère de la Défense Nationale (compléments de bourses et fonctionnement des attachés de défense) et le Ministère en charge des affaires étrangères (fonctionnement des ambassades).

Résumé de l'exécution globale du budget

Le Tableau ci-dessous présente la situation de l'exécution du budget sur la base des prises en charge comptable à fin décembre 2023.

Tableau 14: Exécution de la LFR à fin décembre 2023 par grande masse

Libellé	Situation à fin décembre 2023				
	LFR 2023 (1)	Réalisation 2022 (2)	Réalisation 2023 (3)	Taux (4=3/1)	Accroï (2023/2022)
Recettes yc dons et ex. clos	29 029,32	23 430,89	26 535,30	91,41%	13,25%
<i>Dons</i>	<i>1 653,01</i>	<i>831,84</i>	<i>1 776,64</i>	<i>107,48%</i>	<i>113,58%</i>
Dépenses totales	37 249,45	24 070,46	29 943,44	80,39%	24,40%
<i>Dépenses courantes y.c BAS</i>	<i>24 188,78</i>	<i>18 803,79</i>	<i>20 754,64</i>	<i>85,80%</i>	<i>10,37%</i>
Dépenses courantes hors BAS FCE	23 821,32	18 528,20	20 677,99	86,80%	11,60%
<i>Dépenses d'investissement hors BAS</i>	<i>13 060,67</i>	<i>5 266,67</i>	<i>9 188,80</i>	<i>70,35%</i>	<i>74,47%</i>
Solde budgétaire global [1] (dons cpris)	- 8 220,13	- 639,57	- 3 408,14	41,46%	432,88%
<i>Solde budgétaire global (dons cpris) en % du PIB</i>	<i>-3,86%</i>	<i>-0,30%</i>	<i>-1,60%</i>	<i>41,46%</i>	<i>432,88%</i>
PIB (Mds de GNF)	213 205,39	-	-	-	-

Source : TOFE / TDB

III – SOLDES BUDGETAIRES

III-1 Solde primaire de base

Le solde primaire de base à fin décembre 2023 se chiffre à 387,07 Mds GNF (0,18% du PIB) sur un objectif annuel révisé de 2 817,68 Mds GNF (1,32% du PIB), soit un taux de réalisation de 50,23%.

III-2 Solde net de gestion

Le solde net de gestion à fin décembre s'est établi à 5 780,66 Mds GNF sur un objectif annuel de 7 276,40 Mds GNF, soit 79,44% d'exécution.

IV – OPERATIONS DE FINANCEMENT

Sur un objectif annuel de +8 220,12 Mds GNF, le solde de financement s'est établi à 3 408,14 Mds GNF à fin 2023, soit un taux de réalisation de 41,46%.

En effet, le montant total des ressources mobilisées en 2023 se chiffre à 28 889,41 Mds GNF sur un objectif annuel de 27 951,01 Mds GNF, soit 103,36 de réalisation. Ces ressources proviennent :

- des emprunts intérieurs pour 16 795,14 Mds GNF (58% du total des ressources) ;
- des dépôts des correspondants du Trésor pour 7 790,69 Mds GNF (27%) ;
- des emprunts extérieurs pour 3 854,05 Mds GNF (13%) et ;
- les remboursements de garantie et prêts accordés pour 449,52 Mds GNF (2%).

Il convient de noter que les emprunts intérieurs concernent essentiellement les souscriptions aux Bons du Trésor, aux obligations du Trésor et les découverts exceptionnels de la Banque Centrale.

Quant aux charges de financement, elles sont exécutées à hauteur de 30 116,17 Mds GNF sur un objectif en LFR 2023 de 27 951,01 Mds GNF, soit un taux d'exécution d'environ 108%. Les principales charges supportées par l'Etat en 2023 concernent le remboursement du capital des emprunts, notamment intérieurs ainsi que les retraits des correspondants du Trésor.

Il importe de souligner que les opérations des correspondants du trésor n'ont pas fait objet de prévision dans la loi de finances rectificative. En outre, le niveau plafond des avances statutaires de la Banque Centrale au Trésor Public a été dépassé de 197,21 Mds GNF.

Tableau 15: Exécution des principales opérations de financement du budget 2023

libellé	LFR 2023	décembre 2023	Taux d'exécution
A. RESSOURCES DE FINANCEMENT	27 951,01	28 889,41	103,36%
A.1. SOLDE BUDGETAIRE POSITIF	0,00	0,00	-
A.2. CESSION D'ACTIFS	0,01	0,01	100,00%
A.3. EMPRUNTS	25 721,48	20 649,19	80,28%
Emprunts Intérieurs	18 165,31	16 795,14	92,46%
<i>Emprunt par découvert exceptionnel</i>	<i>986,95</i>	<i>1 184,16</i>	<i>119,98%</i>
<i>Bons du trésor</i>	<i>10 042,21</i>	<i>9 146,25</i>	<i>91,08%</i>
<i>Obligations du Trésor</i>	<i>7 136,15</i>	<i>6 464,72</i>	<i>90,59%</i>
Emprunts Extérieurs	7 556,16	3 854,05	51,01%
<i>dt FMI</i>	<i>1 892,01</i>	<i>605,48</i>	<i>32,00%</i>
<i>dt Autres FINEX</i>	<i>5 664,15</i>	<i>3 248,57</i>	<i>57,35%</i>

libellé	LFR 2023	décembre 2023	Taux d'exécution
A.4. DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,00	7 790,69	
Numéraire ODT 2022 non utilisé	1 780,00	0,00	0,00%
Remboursement Garantie KARPOWER	189,31	189,31	100,00%
Garantie prêt SOGES ET SOGEKA	260,21	260,21	100,00%
B. CHARGES DE FINANCEMENT	27 951,01	30 116,17	107,75%
B.1. SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF	8 220,12	3 408,14	41,46%
B.2. REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	19 730,88	18 076,39	91,61%
Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	18 691,74	17 349,43	92,82%
Remboursement du capital des emprunts dus aux entreprises non financières	2 241,56	1 882,38	83,98%
Arriérés Intérieure (Dépenses en cours 2021)	2 701,22	2 557,21	94,67%
Remboursement du capital des emprunts intérieurs auprès du système financier	12 186,98	12 223,41	100,30%
<i>dt Remboursement du capital sur Bons du trésor</i>	<i>11 568,37</i>	<i>11 719,50</i>	<i>101,31%</i>
<i>dt Remboursement du capital des emprunts obligataires</i>	<i>410,04</i>	<i>409,88</i>	<i>99,96%</i>
<i>dt Protocole Dette BCRG</i>	<i>208,57</i>	<i>94,03</i>	<i>45,08%</i>
Cautions de Garantie	1 561,98	686,42	43,95%
<i>dt Accord chino-Guinéen</i>	<i>1 165,07</i>	<i>686,42</i>	<i>58,92%</i>
<i>dt autres Garanties établies</i>	<i>396,91</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00%</i>
Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	1 039,14	726,96	69,96%
B.3. RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,00	8 631,64	
PIB	213 205,39	0,00	0,00%
Taux de change	9 054,86	0,00	0,00%

Source : Tableau de bord des finances publiques (DGT-CP), DGB

CONCLUSION

La situation de l'exécution du Budget de l'État au 31 décembre 2023 présente un niveau d'exécution des dépenses et de mobilisation de recettes appréciable. Elle dégage un solde budgétaire global (déficit budgétaire) moins faible que prévu se chiffrant à -3 408,14 Mds GNF contre -8 220,12 Mds GNF en LFR 2023 et un solde net de gestion de 5 780,66 Mds GNF.

Le niveau de mobilisation des recettes résulte de la poursuite des réformes entreprises par le gouvernement, notamment le renforcement de la dématérialisation de recouvrement de recettes (E-tax) et les mesures de contrôle fiscal.

Toutefois, ce niveau de réalisation a été affecté par la hausse du cours du baril de pétrole et du prix des céréales à l'international, par l'application progressive du Tarif Extérieur Commun (TEC) et la baisse du volume des importations.

Concernant les dépenses, elles ont atteint un niveau de paiement de 85,86% par rapport aux dépenses engagées de l'exercice 2023.

Le solde primaire de base à fin décembre 2023 se chiffre à 387,07 Mds GNF (0,18% du PIB) sur un objectif annuel révisé de 2 817,68 Mds GNF (1,32% du PIB).

ANNEXES

Annexe I. Rappel des dispositions fiscales de la LFR 2023

Pour l'atteinte de ces objectifs de recettes, la loi de finances rectificatives de l'année 2023 a apporté certaines modifications des dispositions fiscales contenues dans le Code Général des Impôts (CGI). Elles concernent :

A. LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DU FONDS DE DEVELOPPEMENT DES COMMUNES DE CONAKRY (FODECCON)

Article 7 : Les ressources du Budget d'Affectation Spéciale « Fonds de Développement des Communes de Conakry (FODECCON) » sont constituées de 5,50% des recettes douanières, exceptées les recettes minières, les recettes pétrolières, les Chèques Trésor Série Spéciale (CTSS) et les recettes affectées au fonds d'entretien routier.

Les charges du FODECCON sont relatives au financement des projets et programmes de type communautaire élaborés par les collectivités locales de Conakry avec l'appui de l'Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC).

B. LA DISPOSITION RELATIVE AU RETABLISSEMENT DU DROIT UNIQUE D'ENTREE SUR LES IMPORTATIONS DE MATIERES PREMIERES DE CERTAINES SOCIETES OU ENTREPRISES

Article 8 : le Droit Unique d'Entrée (DUE) est désormais rétabli à 3% sur les importations de matières premières ou intrants des sociétés ou entreprises qui n'apportent pas une transformation substantielle réputée suffisante, avec une valeur ajoutée d'au moins 30%, conformément à l'article 2 du Code des Investissement de la République de Guinée.

Article 9 : le Droit Unique d'Entrée (DUE) est également rétabli à 3% sur les matières premières ou intrants importées par des sociétés ou entreprises qui n'exécutent que de simples opérations de mise en bouteille, d'ensachage, d'étiquetage ou autres opérations de conditionnement pour la vente en détail.

C. LES DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXEMPTION DE CERTAINS VEHICULES DE TRANSPORT SPECIALISES ET CEUX A USAGES SPECIAUX DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE A L'IMPORTATION.

Article 10 : les importations de véhicules neufs du 8703.90.00.00 à usage médico-chirurgical (voitures-ambulances) ou destinés au transport de corps (voitures-corbillards) sont exonérées de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

Article 11 : les importations de véhicules neufs de lutte contre les incendies du 8705.30.00.00 sont exonérées de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

Article 12 : les importations de véhicules neufs utilisés pour le nettoyage des rues, des places publiques, des caniveaux, des pistes d'aérodromes, etc. tels que les balayeuses, les arroseuses, les arroseuses-balayeuses et les voitures pour l'aspiration des boues et des eaux usées du 8705.90.00.00, sont exonérées de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

Tableau 16: Exécution globale des dépenses hors FINEX par phase et par Administration à fin décembre 2023 (Mds de GNF)

Ministère/ Institution	LFI 2023	Modification	LFR 2023	Plan	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paielements	
				d'eng	Fin déc.	Taux	Fin déc.	Taux	Fin déc.	Taux	Fin déc.	Taux
Présidence de la République	443,10	225,78	668,87	502,20	807,42	120,71%	807,42	100,00%	806,95	99,94%	731,89	90,70%
Primature	92,79	17,70	110,49	78,73	102,30	92,59%	102,30	100,00%	102,30	100,00%	96,90	94,72%
Ministère de la défense nationale	4 451,20	422,66	4 873,85	3 805,78	4 773,22	97,94%	4 773,22	100%	4 773,22	100,00%	4 565,25	95,64%
Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation	1 622,76	-138,10	1 484,67	1 298,56	871,36	58,69%	871,31	99,99%	871,31	99,99%	343,56	39,43%
Ministère de la sécurité et de la protection civile	648,74	153,98	802,72	702,97	693,12	86,35%	683,31	99%	683,31	99%	157,15	23,00%
Garde des sceaux, Ministère de la justice et des droits de l'homme	407,96	-43,18	364,78	453,22	296,70	81,34%	296,70	100%	296,70	100%	70,38	23,72%
Ministère des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Guinéens établi à l'étranger	474,57	132,47	607,04	452,64	561,11	92,43%	561,11	100%	561,11	100%	555,65	99,03%
Ministère du plan et de la coopération Internationale	230,07	15,30	245,37	173,37	206,56	84,18%	206,51	99,98%	206,51	99,98%	125,89	60,96%
Ministère de l'économie et des finances	1 660,09	31,49	1 691,58	1 712,69	1 272,93	75,25%	850,35	66,80%	785,45	61,70%	1 035,41	131,82%
Ministère du travail et de la fonction publique	134,79	41,36	176,15	104,77	166,47	94,50%	166,47	100,00%	166,47	100,00%	72,94	43,82%
Ministère de l'agriculture et de l'élevage	789,62	-51,85	737,77	662,48	517,59	70,16%	517,59	100%	517,59	100%	439,30	84,87%
Ministère de la pêche et de l'économie maritime	133,66	14,08	147,74	182,11	61,46	41,60%	61,37	100%	61,37	100%	24,99	40,71%
Ministère des mines et de la géologie	303,13	-54,10	249,03	266,51	105,19	42,24%	104,77	100%	104,77	100%	56,96	54,37%
Ministère des infrastructures et des travaux publics	1 554,73	-74,60	1 480,13	1 372,71	533,18	36,02%	532,73	100%	532,73	100%	796,82	149,57%

Ministère/ Institution	LFI 2023	Modification	LFR 2023	Plan	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements	
				d'eng	Fin déc.	Taux	Fin déc.	Taux	Fin déc.	Taux	Fin déc.	Taux
Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire	467,83	-167,19	300,64	323,54	242,91	80,80%	244,98	101%	242,91	100%	95,34	39,25%
Ministère du commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises	158,33	-4,62	153,71	143,62	110,82	72,10%	110,82	100%	110,82	100%	47,16	42,55%
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	1 544,63	82,98	1 627,61	1 366,30	1 086,83	66,77%	1 012,10	93,12%	1 012,10	93,12%	517,10	51,09%
Ministère de la promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables	254,36	1,85	256,21	185,26	144,75	56,49%	144,59	100%	144,59	100%	101,59	70,26%
Ministère de l'enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation	1 910,23	246,10	2 156,33	2 148,72	1 841,42	85,40%	1 840,28	100%	1 839,97	100%	264,38	14,37%
Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et emploi	301,75	106,87	408,61	444,86	323,80	79,24%	323,72	99,98%	317,32	98,00%	134,99	42,54%
Ministère de la communication et de l'information	138,31	1,89	140,20	166,50	77,52	55,29%	76,68	99%	76,68	99%	50,75	66,18%
Ministère de la jeunesse et des sports	385,20	376,39	761,59	1 005,24	502,56	65,99%	453,44	90%	454,73	90%	308,81	67,91%
Conseil national de la transition	162,54	5,00	167,54	164,83	154,97	92,50%	154,97	100%	154,97	100%	48,71	31,43%
Cour suprême	56,66	2,00	58,66	63,09	60,65	103,41%	60,65	100%	60,65	100%	24,42	40,26%
Haute autorité de la communication	22,06	0,00	22,06	20,38	18,27	82,82%	18,27	100%	18,27	100%	8,19	44,80%
Secrétariat Général du gouvernement	44,94	25,00	69,94	40,56	28,12	40,21%	27,98	99%	27,98	99,48%	34,49	123,27%
Secrétariat Général aux affaires religieuses	79,03	59,51	138,54	77,96	105,15	75,90%	106,10	101%	105,15	100%	78,68	74,82%
Ministère de l'environnement et du développement durable	218,48	13,32	231,80	186,60	196,52	84,78%	196,52	100%	196,52	100,00%	53,13	27,03%
Ministère des transports	69,24	23,48	92,71	38,47	67,47	72,77%	67,47	100%	67,47	100%	7,26	10,76%
Grande chancellerie des ordres nationaux Guinée	16,96	0,00	16,96	17,28	16,91	99,73%	16,91	100%	16,91	100%	8,09	47,86%

Ministère/ Institution	LFI 2023	Modification	LFR 2023	Plan	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements	
				d'eng	Fin déc.	Taux						
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	1 110,57	136,73	1 247,30	1 089,56	1 109,05	88,92%	1 106,14	99,74%	1 106,34	99,76%	788,10	71,23%
Administration et contrôle des grands projets	269,07	-59,10	209,97	185,83	65,00	30,96%	65,00	100%	65,00	100%	59,28	91,19%
Ministère de l'Énergie, de l'hydraulique et des hydrocarbures	3 890,09	281,90	4 171,99	5 158,12	3 724,28	89,27%	3 624,94	97%	3 722,18	100%	1 540,55	41,39%
Ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique	161,20	28,60	189,79	287,90	47,23	24,89%	47,23	100%	47,23	100%	55,44	117,39%
Ministère de la culture, du tourisme et de l'artisanat	147,49	6,25	153,74	127,20	136,85	89,02%	136,85	100,00%	136,85	100,00%	50,28	36,74%
Secrétariat General A La Présidence Charge Des Services Spéciaux, De La Lutte Contre La Drogue Et Le Crime Organisé	25,28	-4,50	20,78	15,36	12,99	63%	12,99	100%	12,99	100%	7,74	0,59569581
Ministère du budget	276,69	82,57	359,26	321,19	152,73	42,51%	152,82	100%	152,82	100%	68,15	44,59%
Cour des comptes	56,91	0,00	56,91	74,39	46,62	81,92%	53,81	115,41%	46,62	100%	14,37	30,82%
Dépenses communes	4 442,00	-795,30	3 646,70	3 036,83	2 309,76	63,34%	2 309,76	100%	2 309,76	100%	6 083,07	263,34%
TOTAL hors FINEX	29 157,04	1 142,71	30 299,75	28 458,31	23 551,81	77,73%	22 900,20	97,23%	22 916,66	97,30%	19 523,13	85,19%

Source : DGB, DNSI

Tableau 17: Exécution globale des dépenses hors FINEX par administration et par grande nature économique (base engagement) à fin décembre 2023 (Mds de GNF)

Ministère/ Institution	LFI 2023	Modif	LFR 2023	P.d'Eng	Charges financières de la dette		Dépenses de personnel		Dépenses de biens et services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement		TOTAL	
Présidence de la République	443,10	225,78	668,87	502,20	0	0,00%	108,89	16,28%	491,96	73,55%	87,84	13,13%	118,72	17,75%	807,42	120,71%
Primature	92,79	17,70	110,49	78,73	0	0,00%	5,49	4,97%	81,12	73,42%	6,30	5,70%	9,38	8,49%	102,30	92,59%
Ministère de la défense nationale	4451,20	422,66	4873,85	3805,78	0	0,00%	3 481,23	71,43%	270,07	5,54%	318,82	6,54%	703,09	14,43%	4773,22	97,94%
Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation	1622,76	-138,10	1484,67	1298,56	0	0,00%	40,89	2,75%	295,04	19,87%	483,04	32,54%	52,39	3,53%	871,36	58,69%
Ministère de la sécurité et de la protection civile	648,74	153,98	802,72	702,97	0	0,00%	495,28	61,70%	62,88	7,83%	17,09	2,13%	117,87	14,68%	693,12	86,35%
Garde des sceaux, Ministère de la justice et des droits de l'homme	407,96	-43,18	364,78	453,22	0	0,00%	211,34	57,93%	39,58	10,85%	18,46	5,06%	27,32	7,49%	296,70	81,34%
Ministère des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Guinéens établi à l'étranger	474,57	132,47	607,04	452,64	0	0,00%	155,61	25,63%	319,17	52,58%	31,07	5,12%	55,26	9,10%	561,11	92,43%
Ministère du plan et de la Coopération Internationale	230,07	15,30	245,37	173,37	0	0,00%	32,73	13,34%	23,81	9,70%	113,73	46,35%	36,29	14,79%	206,56	84,18%
Ministère de l'économie et des finances	1660,09	31,49	1691,58	1712,69	627,44	37,09%	190,06	11,24%	79,43	4,70%	1,46	0,09%	374,54	22,14%	1272,93	75,25%
Ministère du travail et de la fonction publique	134,79	41,36	176,15	104,77	0	0,00%	41,15	23,36%	11,88	6,74%	64,54	36,64%	48,90	27,76%	166,47	94,50%
Ministère de l'agriculture et de l'élevage	789,62	-51,85	737,77	662,48	0	0,00%	62,78	8,51%	113,12	15,33%	274,72	37,24%	66,96	9,08%	517,59	70,16%
Ministère de la pêche et de l'économie maritime	133,66	14,08	147,74	182,11	0	0,00%	32,48	21,99%	7,34	4,97%	10,56	7,15%	11,08	7,50%	61,46	41,60%
Ministère des mines et de la géologie	303,13	-54,10	249,03	266,51	0	0,00%	43,41	17,43%	1,18	0,47%	56,07	22,51%	4,53	1,82%	105,19	42,24%
Ministère des infrastructures et des travaux publics	1554,73	-74,60	1480,13	1372,71	0	0,00%	16,13	1,09%	7,60	0,51%	2,27	0,15%	507,17	34,27%	533,18	36,02%
Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire	467,83	-167,19	300,64	323,54	0	0,00%	30,25	10,06%	0,72	0,24%	22,02	7,32%	189,93	63,17%	242,91	80,80%
Ministère du commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises	158,33	-4,62	153,71	143,62	0	0,00%	42,48	27,63%	15,20	9,89%	18,86	12,27%	34,30	22,31%	110,82	72,10%
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	1544,63	82,98	1627,61	1366,30	0	0,00%	268,18	16,48%	186,62	11,47%	370,78	22,78%	261,24	16,05%	1086,83	66,77%

Ministère/ Institution	LFI 2023	Modif	LFR 2023	P.d'Eng	Charges financières de la dette		Dépenses de personnel		Dépenses de biens et services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement		TOTAL	
Ministère de la promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables	254,36	1,85	256,21	185,26	0	0,00%	28,52	11,13%	9,70	3,79%	84,25	32,88%	22,28	8,70%	144,75	56,49%
Ministère de l'enseignement pré- universitaire et de l'alphabétisation	1910,23	246,10	2156,33	2148,72	0	0,00%	1 563,88	72,53%	141,43	6,56%	32,45	1,50%	103,66	4,81%	1841,42	85,40%
Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et emploi	301,75	106,87	408,61	444,86	0	0,00%	110,35	27,00%	47,46	11,62%	124,55	30,48%	41,44	10,14%	323,80	79,24%
Ministère de la communication et de l'information	138,31	1,89	140,20	166,50	0	0,00%	32,52	23,20%	6,19	4,41%	7,59	5,41%	31,21	22,26%	77,52	55,29%
Ministère de la jeunesse et des sports	385,20	376,39	761,59	1005,24	0	0,00%	52,54	6,90%	150,31	19,74%	32,13	4,22%	267,58	35,13%	502,56	65,99%
Conseil national de la transition	162,54	5,00	167,54	164,83	0	0,00%	62,39	37,24%	0,00	0,00%	85,00	50,73%	7,58	4,52%	154,97	92,50%
Cour suprême	56,66	2,00	58,66	63,09	0	0,00%	26,12	44,53%	0,00	0,00%	27,04	46,10%	7,50	12,79%	60,65	103,41%
Haute autorité de la communication	22,06	0,00	22,06	20,38	0	0,00%	2,04	9,26%	0,00	0,00%	16,23	73,56%	0,00	0,00%	18,27	82,82%
Secrétariat Général du gouvernement	44,94	25,00	69,94	40,56	0	0,00%	7,96	11,37%	15,35	21,95%	2,84	4,06%	1,98	2,83%	28,12	40,21%
Secrétariat Général aux affaires religieuses	79,03	59,51	138,54	77,96	0	0,00%	6,72	4,85%	5,22	3,77%	87,85	63,41%	5,36	3,87%	105,15	75,90%
Ministère de l'environnement et du développement durable	218,48	13,32	231,80	186,60	0	0,00%	92,52	39,91%	47,61	20,54%	22,33	9,63%	34,06	14,69%	196,52	84,78%
Ministère des transports	69,24	23,48	92,71	38,47	0	0,00%	29,47	31,79%	5,09	5,49%	30,62	33,03%	2,28	2,46%	67,47	72,77%
Grande chancellerie des ordres nationaux Guinée	16,96	0,00	16,96	17,28	0	0,00%	0,72	4,27%	0,00	0,00%	16,19	95,46%	0,00	0,00%	16,91	99,73%
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	1110,57	136,73	1247,30	1089,56	0	0,00%	248,00	19,88%	93,72	7,51%	701,54	56,24%	65,79	5,27%	1109,05	88,92%
Administration et contrôle des grands projets	269,07	-59,10	209,97	185,83	0	0,00%	0,35	0,17%	0,00	0,00%	38,27	18,23%	26,38	12,56%	65,00	30,96%
Ministère de l'Energie, de l'hydraulique et des hydrocarbures	3890,09	281,90	4171,99	5158,12	0	0,00%	27,94	0,67%	387,30	9,28%	3146,46	75,42%	162,57	3,90%	3724,28	89,27%
Ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique	161,20	28,60	189,79	287,90	0	0,00%	21,11	11,12%	3,99	2,10%	8,42	4,43%	13,72	7,23%	47,23	24,89%
Ministère de la culture, du tourisme et de l'artisanat	147,49	6,25	153,74	127,20	0	0,00%	36,59	23,80%	20,23	13,16%	18,40	11,97%	61,64	40,10%	136,85	89,02%

Ministère/ Institution	LFI 2023	Modif	LFR 2023	P.d'Eng	Charges financières de la dette		Dépenses de personnel		Dépenses de biens et services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement		TOTAL	
Secrétariat général à la Présidence chargé des services spéciaux, de La lutte contre la drogue et le crime organisé	25,28	-4,50	20,78	15,36	0	0,00%	1,82	8,74%	9,02	43,40%	0,00	0,00%	2,15	10,36%	12,99	62,51%
Ministère du budget	276,69	82,57	359,26	321,19	0	0,00%	63,64	17,72%	30,41	8,46%	1,90	0,53%	56,77	15,80%	152,73	42,51%
Cour des comptes	56,91	0,00	56,91	74,39	0	0,00%	17,88	31,42%	0,00	0,00%	28,74	50,51%	0,00	0,00%	46,62	81,92%
Dépenses communes	4442,00	-795,30	3646,70	3036,83	0	0,00%	106,24	2,91%	119,43	3,28%	2055,14	56,36%	28,96	0,79%	2309,76	63,34%
Total général hors FINEX	29 157,04	1 142,71	30 299,75	28 458,31	627,44	2,07%	7 797,70	25,74%	3 099,20	10,23%	8 465,57	27,94%	3 561,89	11,76%	23 551,81	77,73%

Source : DGB, DNSI

Tableau 18: Exécution globale des dépenses hors FINEX par administration et par grande nature économique (base paiement) à fin décembre 2023 (Mds de GNF)

Ministère/ Institution	LFI 2023	Modifi- cation	LFR 2023	Plan d'enga- gement	Charges financières de la dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de biens et services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement ressources propres		Dépenses d'Investissement Finex		TOTAL Investissement		Total hors Finex	
					Fin déc.	TAUX	Fin déc.	TAUX	Fin déc.	TAUX	Fin déc.	TAUX	Fin déc.	TAUX	Fin déc.	TAUX	Fin déc.	TAUX	Fin déc.	TAUX
Présidence de la République	443,1	225,8	668,9	502,2	0,0	0,0%	63,3	9,5%	607,6	90,8%	55,5	8,3%	5,5	0,8%	0,0	0,0%	5,5	0,8%	731,9	109,4%
Primature	92,8	17,7	110,5	78,7	0,0	0,0%	1,5	1,4%	77,3	70,0%	2,1	1,9%	16,0	14,5%	0,0	0,0%	16,0	14,5%	96,9	87,7%
Ministère de la défense nationale	4 451,2	422,7	4 873,9	3 805,8	0,0	0,0%	2 938,2	60,3%	258,1	5,3%	289,5	5,9%	1 079,4	22,1%	0,0	0,0%	1 079,4	22,1%	4 565,3	93,7%
Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation	1 622,8	-138,1	1 484,7	1 298,6	0,0	0,0%	0,7	0,0%	13,8	0,9%	315,2	21,2%	13,9	0,9%	163,6	11,0%	177,4	11,9%	343,6	23,1%
Ministère de la sécurité et de la protection civile	648,7	154,0	802,7	703,0	0,0	0,0%	25,2	3,1%	36,0	4,5%	6,9	0,9%	89,1	11,1%	151,3	18,8%	240,4	30,0%	157,1	19,6%
Garde des sceaux, Ministère de la justice et des droits de l'homme	408,0	-43,2	364,8	453,2	0,0	0,0%	4,0	1,1%	23,7	6,5%	19,0	5,2%	23,6	6,5%	0,0	0,0%	23,6	6,5%	70,4	19,3%
Ministère des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Guinéens établi à l'étranger	474,6	132,5	607,0	452,6	0,0	0,0%	125,8	20,7%	316,7	52,2%	97,0	16,0%	16,2	2,7%	0,0	0,0%	16,2	2,7%	555,7	91,5%
Ministère du plan et de la coopération Internationale	230,1	15,3	245,4	173,4	0,0	0,0%	0,0	0,0%	10,3	4,2%	106,0	43,2%	9,6	3,9%	0,0	0,0%	9,6	3,9%	125,9	51,3%
Ministère de l'économie et des finances	1 660,1	31,5	1 691,6	1 712,7	627,4	37,1%	0,0	0,0%	66,1	3,9%	55,7	3,3%	286,1	16,9%	0,0	0,0%	286,1	16,9%	1 035,4	61,2%
Ministère du travail et de la fonction publique	134,8	41,4	176,2	104,8	0,0	0,0%	0,1	0,0%	8,4	4,7%	33,2	18,8%	31,3	17,8%	0,0	0,0%	31,3	17,8%	72,9	41,4%
Ministère de l'agriculture et de l'élevage	789,6	-51,8	737,8	662,5	0,0	0,0%	1,1	0,1%	92,9	12,6%	253,3	34,3%	92,0	12,5%	1 074,4	145,6 %	1 166,4	158,1%	439,3	59,5%
Ministère de la pêche et de l'économie maritime	133,7	14,1	147,7	182,1	0,0	0,0%	0,0	0,0%	10,1	6,8%	3,4	2,3%	11,6	7,8%	7,5	5,1%	19,1	12,9%	25,0	16,9%
Ministère des mines et de la géologie	303,1	-54,1	249,0	266,5	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,8	0,3%	52,3	21,0%	3,8	1,5%	47,7	19,2%	51,6	20,7%	57,0	22,9%
Ministère des infrastructures et des travaux publics	1 554,7	-74,6	1 480,1	1 372,7	0,0	0,0%	0,0	0,0%	5,2	0,4%	2,8	0,2%	788,8	53,3%	1 954,2	132,0 %	2 743,1	185,3%	796,8	53,8%
Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire	467,8	-167,2	300,6	323,5	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1,8	0,6%	12,6	4,2%	81,0	26,9%	0,0	0,0%	81,0	26,9%	95,3	31,7%
Ministère du commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises	158,3	-4,6	153,7	143,6	0,0	0,0%	1,7	1,1%	15,8	10,3%	9,1	5,9%	20,5	13,3%	121,9	79,3%	142,4	92,6%	47,2	30,7%
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	1 544,6	83,0	1 627,6	1 366,3	0,0	0,0%	28,6	1,8%	130,7	8,0%	121,0	7,4%	236,7	14,5%	307,0	18,9%	543,7	33,4%	517,1	31,8%
Ministère de la promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables	254,4	1,9	256,2	185,3	0,0	0,0%	1,1	0,4%	22,4	8,7%	47,8	18,7%	30,3	11,8%	50,3	19,6%	80,5	31,4%	101,6	39,6%
Ministère de l'enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation	1 910,2	246,1	2 156,3	2 148,7	0,0	0,0%	94,3	4,4%	87,5	4,1%	20,1	0,9%	62,4	2,9%	114,2	5,3%	176,6	8,2%	264,4	12,3%
Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et emploi	301,7	106,9	408,6	444,9	0,0	0,0%	34,4	8,4%	32,7	8,0%	43,5	10,6%	24,5	6,0%	125,3	30,7 %	149,8	36,7%	135,0	33,0%
Ministère de la communication et de l'information	138,3	1,9	140,2	166,5	0,0	0,0%	0,0	0,0%	30,2	21,5%	4,0	2,8%	16,6	11,8%	0,0	0,0%	16,6	11,8%	50,7	36,2%
Ministère de la jeunesse et des sports	385,2	376,4	761,6	1 005,2	0,0	0,0%	45,9	6,0%	132,5	17,4%	7,6	1,0%	122,9	16,1%	0,0	0,0%	122,9	16,1%	308,8	40,5%

Ministère/ Institution	LFI 2023	Modification	LFR 2023	Plan d'engagement	Charges financières de la dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de biens et services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement ressources propres		Dépenses d'Investissement Finex		TOTAL Investissement		Total hors Finex	
					Fin déc.	TAUX	Fin déc.	TAUX	Fin déc.	TAUX	Fin déc.	TAUX	Fin déc.	TAUX	Fin déc.	TAUX	Fin déc.	TAUX	Fin déc.	TAUX
Conseil national de la transition	162,5	5,0	167,5	164,8	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	41,1	24,5%	7,6	4,5%	0,0	0,0%	7,6	4,5%	48,7	29,1%
Cour Suprême	56,7	2,0	58,7	63,1	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	14,5	24,8%	9,9	16,9%	0,0	0,0%	9,9	16,9%	24,4	41,6%
Haute autorité de la communication	22,1	0,0	22,1	20,4	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	8,2	37,1%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	8,2	37,1%
Secrétariat Général du Gouvernement	44,9	25,0	69,9	40,6	0,0	0,0%	0,0	0,0%	29,5	42,1%	1,7	2,5%	3,3	4,7%	0,0	0,0%	3,3	4,7%	34,5	49,3%
Secrétariat Général aux affaires religieuses	79,0	59,5	138,5	78,0	0,0	0,0%	0,0	0,0%	3,7	2,7%	70,2	50,7%	4,7	3,4%	0,0	0,0%	4,7	3,4%	78,7	56,8%
Ministère de l'environnement et du développement durable	218,5	13,3	231,8	186,6	0,0	0,0%	0,0	0,0%	30,9	13,3%	15,8	6,8%	6,4	2,7%	25,1	10,8%	31,5	13,6%	53,1	22,9%
Ministère des Transports	69,2	23,5	92,7	38,5	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1,8	2,0%	5,4	5,8%	0,0	0,0%	0,8	0,9%	0,8	0,9%	7,3	7,8%
Grande chancellerie des ordres nationaux Guinée	17,0	0,0	17,0	17,3	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	8,1	47,7%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	8,1	47,7%
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	1 110,6	136,7	1 247,3	1 089,6	0,0	0,0%	76,7	6,2%	74,0	5,9%	546,3	43,8%	91,1	7,3%	51,2	4,1%	142,3	11,4%	788,1	63,2%
Administration et contrôle des grands projets	269,1	-59,1	210,0	185,8	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	21,3	10,2%	38,0	18,1%	0,0	0,0%	38,0	18,1%	59,3	28,2%
Ministère de l'Énergie, de l'hydraulique et des hydrocarbures	3 890,1	281,9	4 172,0	5 158,1	0,0	0,0%	0,5	0,0%	284,8	6,8%	1 230,6	29,5%	24,7	0,6%	743,3	17,8%	767,9	18,4%	1 540,6	36,9%
Ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique	161,2	28,6	189,8	287,9	0,0	0,0%	0,0	0,0%	4,6	2,4%	3,3	1,8%	47,5	25,0%	6,7	3,5%	54,1	28,5%	55,4	29,2%
Ministère de la culture, du tourisme et de l'artisanat	147,5	6,2	153,7	127,2	0,0	0,0%	0,5	0,3%	14,3	9,3%	3,6	2,4%	31,9	20,7%	0,0	0,0%	31,9	20,7%	50,3	32,7%
Secrétariat general a la présidence charge des services spéciaux, de la lutte contre la drogue et le crime organisé	25,3	-4,5	20,8	15,4	0,0	0,0%	1,1	5,2%	5,5	26,5%	0,0	0,0%	1,1	5,5%	0,0	0,0%	1,1	5,5%	7,7	37,2%
Ministère du budget	276,7	82,6	359,3	321,2	0,0	0,0%	0,0	0,0%	22,1	6,1%	0,2	0,1%	45,9	12,8%	0,0	0,0%	45,9	12,8%	68,1	19,0%
Cour des Comptes	56,9	0,0	56,9	74,4	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	14,4	25,3%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	14,4	25,3%
Dépenses Communes	4 442,0	-795,3	3 646,7	3 036,8	0,0	0,0%	2 283,2	62,6%	250,9	6,9%	3 322,9	91,1%	225,9	6,2%	0,0	0,0%	225,5	6,2%	6 083,07	166,8%
Total hors FINEX	29 157,0	1 142,7	30 299,7	28 458,3	627,4	2,1%	5 727,9	18,9%	2 702,8	8,9%	6 865,3	22,7%	3 599,7	11,9%	4 944,4	16,3%	8 543,7	28,2%	19 523,13	64,4%

Source : DGB, DNSI

Tableau 19 : Situation d'exécution des subventions et transferts hors collectivités (Mds de GNF)

Ministère/ Institution	Crédit		Exécution à fin décembre 2023		
	Nombre bénéficiaire	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nombre bénéficiaire	
Présidence de la république	10	95,41	87,78	10	92,00%
Primature	1	8,40	6,30	1	75,00%
Ministère de la Défense Nationale	5	316,70	316,69	5	100,00%
Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	12	897,76	481,66	10	53,65%
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	6	17,74	16,57	4	93,40%
Garde des Sceaux, Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	14	45,85	18,44	6	40,23%
Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens établis à l'Étranger	4	38,79	31,05	4	80,03%
Ministère du Plan et de la Coopération Internationale	6	114,60	113,68	6	99,19%
Ministère de l'Économie et des Finances	3	3,70	1,20	2	32,42%
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	5	64,40	64,40	5	100,00%
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	9	282,24	274,59	5	97,29%
Ministère de la pêche et de l'Économie Maritime	5	14,65	10,48	4	71,54%
Ministère des Mines et de la Géologie	5	150,95	56,00	5	
Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics	1	3,00	2,25	1	75,00%
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire chargé de la récupération des domaines spoliés de l'État	4	28,03	21,95	4	78,31%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises	8	26,11	18,79	8	71,96%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	170	432,00	370,49	167	85,76%
Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables	9	90,38	84,22	8	93,18%
Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation	7	103,90	30,64	4	29,49%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	12	130,55	124,47	11	95,34%
Ministère de l'Information et de la Communication	3	8,14	7,56	3	92,94%
Ministère de la Jeunesse et des Sports	7	32,09	32,09	7	100,00%
Conseil national de la transition	1	85,00	85,00	1	100,00%
Cour suprême	2	27,04	27,04	2	100,00%
Haute autorité de la communication	2	16,37	16,23	2	99,12%
Secrétariat Général du Gouvernement	1	2,84	2,83	1	99,76%
Secrétariat général aux affaires religieuses	9	87,97	87,83	9	99,84%

Ministère/ Institution	Crédit		Exécution à fin décembre 2023		
	Nombre bénéficiaire	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nombre bénéficiaire	
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	8	25,50	22,27	8	87,30%
Ministère des Transports	10	36,03	30,56	6	84,82%
Grande chancellerie des ordres nationaux Guinée	2	16,19	16,19	2	100,00%
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	164	710,84	701,30	159	98,66%
Administration et contrôle des grands projets	1	38,27	38,27	1	100,00%
Ministère de l'Énergie, de l'Hydraulique et des hydrocarbures	9	3478,64	3146,45	5	90,45%
Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique	2	8,39	8,39	2	100,00%
Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat	9	20,80	18,38	8	88,37%
Ministère du Budget	1	1,82	1,82	1	100,00%
Cour des comptes	1	38,63	28,74	1	74,41%
Dépenses communes	5	2059,04	2055,14	5	99,81%
TOTAL	533,00	9 558,75	8 457,73	493	88,48%

Source : DGB, DNSI

Tableau 20 : Situation résumée des opérations financières de l'État à fin décembre 2023 (Mds de GNF)

DES MSFP 2014	LIBELLES	LFR 2023 (1)	2022 (2)	2 023, (3)	Accroï 2022/2023	Taux
1	RECETTES	29 029,32	23 430,89	27 079,02	15,57%	93,28%
11	Recettes fiscales	24 932,09	21 019,93	23 265,59	10,68%	93,32%
	<i>Pression fiscale en % du PIB</i>	<i>11,69%</i>	<i>12,72%</i>	<i>0,11</i>	<i>-14,31%</i>	<i>93,24%</i>
	<i>dont secteur minier</i>	<i>4 440,77</i>	<i>4 272,31</i>	<i>4 075,72</i>	<i>-4,60%</i>	<i>91,78%</i>
	<i>dont secteur non-minier</i>	<i>20 491,32</i>	<i>16 747,62</i>	<i>19 189,87</i>	<i>14,58%</i>	<i>93,65%</i>
111	Impôts sur le revenu, les <i>bénéfices</i> et les gains en capital	6 937,01	4 512,84	5 091,10	12,81%	73,39%
112	Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	493,98	369,29	471,08	27,56%	95,36%
113	Impôts sur le patrimoine	135,42	99,16	128,81	29,90%	95,12%
114	Impôts sur les biens et services	11 509,70	10 912,58	11 625,00	6,53%	101,00%
115	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	5 784,38	5 105,67	5 934,44	16,23%	102,59%
116	Autres recettes fiscales	71,59	20,39	15,16	-25,64%	21,18%
13	Dons	1 653,01	831,84	1 776,64	113,58%	107,48%
131	Reçus d'administrations publiques étrangères	0	0	0,00		
1311	<i>Courants</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>		
1312	<i>En capital</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>		
132	Reçus d'organisations internationales	1 653,01	831,84	1 776,64	113,58%	107,48%
1321	<i>Courants</i>	<i>367,46</i>	<i>0</i>	<i>76,65</i>		<i>20,86%</i>
1322	<i>En capital</i>	<i>1 285,55</i>	<i>831,84</i>	<i>1 699,99</i>	<i>104,37%</i>	<i>132,24%</i>
14	Autres recettes	2 444,22	1 579,12	2 036,79	28,98%	83,33%
141	Revenus de la propriété	1 772,11	1 135,54	1 122,77	-1,12%	63,36%
142	Ventes de biens et services	442,18	424,1	788,05	85,82%	178,22%
143	Amendes, pénalités et confiscations	48,12	19,48	125,97	546,65%	261,78%
144	Transferts volontaires autres que les dons	181,82	0	0,00		0,00%
	DEPENSES	37 249,45	24 070,46	30 487,16	26,66%	81,85%
2	CHARGES	22 908,18	18 803,79	21 298,36	13,27%	92,97%
21	Rémunération des salariés	7 076,79	6 322,02	6 788,26	7,37%	95,92%
211	Salaires et traitements	7 070,62	6 322,02	6 788,26	7,37%	96,01%
212	Cotisations sociales	6,17	0	0,00		0,00%
22	Utilisation de biens et services	5 133,04	3 777,45	4 133,10	9,42%	80,52%
24	Intérêts	1 063,20	703,17	627,44	-10,77%	59,01%
241	Aux non-résidents	370,95	222,39	214,24	-3,67%	57,75%
242	Aux résidents autres que les administrations publiques	692,24	480,77	413,20	-14,05%	59,69%
25	Subventions	3 252,07	3 486,02	2 831,49	-18,78%	87,07%
251	Aux sociétés publiques	3 252,07	3 486,02	2 831,49	-18,78%	87,07%
	<i>dont EDG</i>	<i>3 250,00</i>	<i>3 471,57</i>	<i>2 496,31</i>	<i>-28,09%</i>	<i>76,81%</i>
26	Dons	3 470,51	2 654,64	4 206,80	58,47%	121,22%
263	Aux autres unités d'administration publique	3 470,51	2 654,64	4 206,80	58,47%	121,22%
2631	<i>Courants</i>	<i>1 870,53</i>	<i>1 719,97</i>	<i>2 422,63</i>	<i>40,85%</i>	<i>129,52%</i>
	<i>aux établissements publiques (unités extrabudgétaires)</i>	<i>1 870,53</i>	<i>1 344,34</i>	<i>1 873,00</i>	<i>39,33%</i>	<i>100,13%</i>
	<i>aux collectivités décentralisées (communes)</i>	<i>0</i>	<i>375,63</i>	<i>549,63</i>	<i>46,32%</i>	
2632	<i>En capital</i>	<i>1 599,98</i>	<i>934,67</i>	<i>1 784,17</i>	<i>90,89%</i>	<i>111,51%</i>
	<i>aux établissements publiques (unités extrabudgétaires)</i>	<i>537,19</i>	<i>639,01</i>	<i>699,62</i>	<i>9,49%</i>	<i>130,24%</i>
	<i>aux collectivités décentralisées (communes)</i>	<i>1 062,79</i>	<i>295,66</i>	<i>1 084,55</i>	<i>266,82%</i>	<i>102,05%</i>
27	Prestations sociales	2 071,45	1 568,38	1 824,64	16,34%	88,08%
272	Prestations d'assistance sociale	325,96	44,46	148,39	233,75%	45,52%
273	Prestations sociales d'employeurs	1 745,49	1 523,92	1 676,25	10,00%	96,03%
28	Autres charges	841,13	292,11	886,63	203,53%	105,41%
282	Transferts non classés ailleurs	841,13	292,11	886,63	203,53%	105,41%

DES MSFP 2014	LIBELLES	LF 2023	2022	2 023,	Accroi 2022/2023	Taux
		(1)	(2)	(3)		
	Solde net/brut de gestion	6 121,14	4 627,10	5 780,66	24,93%	94,44%
	<i>Excluant les dons</i>	4 468,13	3 795,26	4 004,02	5,50%	89,61%
	<i>Solde net de Gestion hors Dons et Transferts en capital</i>	6 068,11	4 729,93	5 788,19	22,37%	95,39%
	TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS	14 341,27	5 266,67	9 188,80	74,47%	64,07%
31	Acquisition nette d'actifs non financiers	14 341,27	5 266,67	9 188,80	74,47%	64,07%
	<i>Sur financement extérieur</i>	6 949,70	2 751,68	4 944,42	79,69%	71,15%
	<i>Sur financement intérieur</i>	7 391,57	2 514,99	4 244,39	68,76%	57,42%
311	Actifs fixes	14 341,27	5 266,67	9 188,80	74,47%	64,07%
3111	<i>Bâtiments et ouvrages de génie civil</i>	11 683,79	4 503,48	7 556,26	67,79%	64,67%
3112	<i>Machines et équipement</i>	1 729,64	326,11	962,56	195,16%	55,65%
3113	<i>Autres actifs fixes</i>	927,84	437,08	669,98	53,29%	72,21%
	Total dépenses d'investissement ABCB+ Transferts en capital aux collectivités	8 454,36	2 810,65	5 328,94	89,60%	63,03%
	Dépenses d'investissement sur ressources propres	7 391,57	2 514,99	4 244,39	68,76%	57,42%
	Transferts en capital aux collectivités	1 062,79	295,66	1 084,55	266,82%	102,05%
	Capacité/besoin de financement = Financement	-8 220,13	-639,57	-3 408,15	432,88%	41,46%
	Excluant les dons	-9 873,14	-1 471,41	-5 184,79	252,37%	52,51%
	Solde Primaire (base engagement)	-7 156,93	63,6	-2 780,71	-4472,18%	38,85%
	<i>Excluant les dons</i>	-8 809,94	-768,24	-4 557,34	493,22%	51,73%
	Solde primaire de Base (base engagement)	-1 860,24	1 983,44	387,07	-80,48%	-20,81%
3M2	TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT)	-8 220,13	-919,09	-4 590,54	399,47%	55,85%
32	Actifs financiers	127,78	-263,24	7 391,29	-2907,81%	5784,39%
321	Intérieurs	127,78	-252,8	7 387,66	-3022,33%	5781,55%
3212	Numéraire et dépôts	0	-499,19	7 314,19	-1565,21%	
3214	Crédits	-667,54	124,67	-136,00	-209,09%	20,37%
3215	<i>Actions et parts de fonds d'investissement</i>	226,64	121,72	209,47	72,09%	92,43%
322	Extérieurs	0	-10,44	3,63	-134,77%	
3228	<i>Autres comptes à recevoir</i>	0	-10,44	3,63	-134,77%	
33	Passifs	8 347,91	655,85	11 981,83	1726,92%	143,53%
331	Intérieurs	3 722,90	-722,67	9 399,16	-1400,62%	252,47%
3312	Numéraire et dépôts	0	27,67	-840,95	-3139,22%	
3313	Titres de créance	7 429,47	-720,52	3 293,53	-557,10%	44,33%
3314	Crédits	-2 272,39	642,27	1 748,66	172,26%	-76,95%
3318	Autres comptes à payer	-1 434,18	-672,1	5 197,92	-873,38%	-362,43%
332	Extérieurs	4 625,01	1 378,52	2 582,67	87,35%	55,84%
3324	Crédits	4 625,01	1 378,52	2 582,67	87,35%	55,84%
	ECART = Ligne 206 (-) Ligne 2017	0	279,52	1 182,39	323,01%	
	%Erreur/dép.	0	1,16%	3,88%	234,34%	

Source : DGB, DGT-CP